

# SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2011-2012

7 FÉVRIER 2012

## La politique en matière de lutte contre la fraude sociale

### RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION  
DES AFFAIRES SOCIALES  
PAR  
**MME TEMMERMAN**

### I. INTRODUCTION

Au cours de sa réunion du 7 février 2012, la commission des Affaires sociales a donné l'occasion à M. John Crombez, secrétaire d'État à la Lutte contre la fraude sociale et fiscale, de présenter un exposé sur la politique mise en œuvre en matière de lutte contre la fraude sociale. La commission a procédé ensuite à un échange de vues à ce sujet.

# BELGISCHE SENAAT

ZITTING 2011-2012

7 FEBRUARI 2012

## Het beleid inzake de bestrijding van de sociale fraude

### VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR  
DE SOCIALE AANGELEGENHEDEN  
UITGEBRACHT DOOR  
**MEVROUW TEMMERMAN**

### I. INLEIDING

Tijdens haar vergadering van 7 februari 2012 heeft de commissie voor de Sociale Aangelegenheden de heer John Crombez, staatssecretaris voor de Bestrijding van de sociale en de fiscale fraude, de gelegenheid gegeven om een uiteenzetting te houden over zijn beleid inzake de bestrijding van de sociale fraude. Vervolgens vond in de commissie een gedachtewisseling plaats over deze aangelegenheid.

Composition de la commission / Samenstelling van de commissie :

**Présidente/Voorzitster:** Elke Sleurs.

**Membres/Leden:**

|               |  |
|---------------|--|
| N-VA          | Piet De Bruyn, Patrick De Groot, Louis Ide, Elke Sleurs. |
| PS            | Christie Morreale, Fatiha Saïdi, Fabienne Winckel.       |
| MR            | Jacques Brochti, Dominique Tilmans.                      |
| CD&V          | Cindy Franssen, Rik Torfs.                               |
| sp.a          | Fauzaya Talhaoui, Marleen Temmerman.                     |
| Open Vld      | Nele Lijnen.   |
| Vlaams Belang | Yves Buysse.   |
| Écolo         | Cécile Thibaut.  |
| cdH           | André du Bus de Warnaffe.                                |

**Suppléants/Plaatsvervangers:**

|  |
|--|
| Frank Boogaerts, Inge Faes, Danny Pieters, Helga Stevens, Karl Vanlouwe. |
| Hassan Bousetta, Philippe Mahoux, Muriel Targnion, Olga Zrihen.          |
| François Bellot, Christine Defraigne, Gérard Deprez.                     |
| Dirk Claes, Sabine de Bethune, Peter Van Rompu.                          |
| Bert Anciaux, Dalila Douffi.   |
| Rik Daems, Guido De Padt.  |
| Bart Laermans, Anke Van dermeersch.                                      |
| Marcel Cherom, Zakia Khattabi.   |
| Francis Delpérée, Dimitri Fourny.  |

## **II. EXPOSÉ DE M. JOHN CROMBEZ, SECRÉTAIRE D'ÉTAT À LA LUTTE CONTRE LA FRAUDE SOCIALE ET FISCALE**

M. Crombez, secrétaire d'État à la Lutte contre la fraude sociale et fiscale, indique que le Conseil des ministres a adopté récemment une première série de décisions qui portent essentiellement sur la mise en œuvre des mesures de lutte contre la fraude sociale, prévues dans l'accord de gouvernement, et d'un certain nombre de mesures fiscales.

Il précise qu'il centrera son exposé sur les mesures approuvées lors du Conseil des ministres puisque ce sont elles qui seront soumises en premier lieu au Parlement.

En ce qui concerne la lutte contre la fraude sociale, l'une des mesures prévues a trait à l'instauration d'un mécanisme de responsabilité solidaire pour les salaires ainsi que pour les dettes sociales et fiscales. Si ce point occupe une place prioritaire à l'ordre du jour, c'est parce que les discussions avec plusieurs secteurs ont révélé l'existence d'un grand nombre de problèmes. Les secteurs eux-mêmes ont aussi signalé de nombreuses difficultés dans le domaine de l'emploi, lesquelles ont pour conséquence de créer une concurrence déloyale et de vider le système de protection sociale de sa substance. Les problèmes revêtent des formes diverses et se traduisent, notamment, par la multiplication des statuts précaires. Les secteurs les plus touchés sont ceux de la construction, du transport et du nettoyage.

Outre le mécanisme de responsabilité solidaire, d'autres mesures encore sont prévues dans la note de politique et l'accord de gouvernement. Citons, par exemple, les mesures concernant les faux indépendants, le non-respect des obligations en matière de travail à temps partiel, l'interruption du délai de prescription des amendes dues à l'ONSS et la mise à disposition. Il s'agit en l'espèce d'un ensemble de mesures qui visent à apporter une réponse aux problématiques sociales.

Le mécanisme de responsabilité solidaire et les dispositions relatives au travail à temps partiel font partie du premier train de mesures approuvées par le Conseil des ministres. Ces mesures ont été soumises au Conseil d'État et devraient être présentées sous peu au parlement. Elles figureront dans la loi-programme.

Dans le secteur des titres-services aussi, des mesures seront prises. On constate en effet qu'un certain nombre d'entreprises de titres-services agissent de manière frauduleuse. Elles reçoivent les subventions mais elles ne versent, en contre-partie, aucune cotisation à l'ONSS et ne s'acquittent pas davantage de leurs dettes fiscales envers l'État. Aujourd'hui déjà,

## **II. UITEENZETTING DOOR DE HEER JOHN CROMBEZ, STAATSSECRETARIS VOOR DE BESTRIJDING VAN DE SOCIALE EN DE FISCALE FRAUDE**

De heer Crombez, staatssecretaris voor de bestrijding van de sociale en de fiscale fraude, deelt mee dat de Ministerraad onlangs een eerste pakket beslissingen heeft genomen. Deze betreffen in hoofdzaak het hoofdstuk sociale fraude-maatregelen van het regeer-akkoord en een aantal bepalingen van de fiscale maatregelen.

Hij zal zijn uiteenzetting toespitsen op de maatregelen die werden beslist op de Ministerraad vermits deze maatregelen het snelst zullen voorgelegd worden aan het parlement.

Wat de sociale fraude betreft gaat het onder meer om de hoofdelijke aansprakelijkheid. Dit bevat drie delen : sociale en fiscale schulden en lonen. Dit punt staat hoog op de agenda omdat uit de discussie met een aantal sectoren heel wat problemen naar voren kwamen. De sectoren zelf brachten ook heel wat problemen aan inzake tewerkstelling. Dit leidt tot oneerlijke concurrentie en de holt de sociale bescherming uit. Deze problemen doen zich voor in verschillende vormen en nepstatuten. Er worden vaak problemen gesignaleerd in onder andere de bouw-, transport-, en schoonmaaksector.

Naast hoofdelijke aansprakelijkheid zijn nog enkele andere maatregelen voorzien in de beleidsnota en het regeerakkoord, zoals de schijnzelfstandigheid, deeltijdse arbeid, vaststelling van inbreuken op deeltijdse arbeid, het stuiven van de verjaring van boetes bij RSZ en terbeschikkingstelling. Dit alles vormt een pakket van maatregelen die als doel hebben de sociale problematieken aan te pakken.

De hoofdelijke aansprakelijkheid en deeltijdse arbeid maken beiden deel uit van het eerste pakket maatregelen die door de Ministerraad zijn goedgekeurd. Ze zijn voorgelegd aan de Raad van State en zouden binnen korte termijn klaar zijn om in het parlement in te dienen. Ze zullen in de programmawet opgenomen worden.

Ook in verband met dienstencheques zullen maatregelen getroffen worden. Er wordt immers vastgesteld dat een aantal dienstenchequebedrijven frauduleus te werk gaan. Zij ontvangen wel de subsidies maar storten noch RSZ, noch fiscale schulden door aan de overheid. Op dit moment bestaat er al een blokkering in hoofde van de RVA om de subsidies niet

l'ONEm peut bloquer le versement des subventions et donc donner l'ordre à Sodexo de ne rien payer aux entreprises. Des mesures ont été prévues afin d'autoriser aussi l'ONSS à activer ce mécanisme de blocage et ce, indépendamment de la procédure d'agrément des entreprises. On s'est rendu compte en effet qu'il fallait réagir assez rapidement contre les montages réellement frauduleux dans le secteur des titres-services. Après un certain délai, ils disparaissent et sont plus difficilement détectables.

Des mesures ont également été prévues en vue de lutter contre la fraude au domicile. Ainsi, les services concernés auront désormais la possibilité, en cas de présomption de fraude au domicile, de réclamer des données supplémentaires pouvant servir d'indicateurs quant à l'existence ou non d'une fraude au domicile. Les fichiers contenant les données de consommation d'eau, d'électricité et de gaz ne seront donc pas systématiquement passés au crible. Ce n'est qu'en cas de consommation basse que ces données pourront être utilisées afin de démontrer l'existence ou non d'une fraude au domicile.

On s'efforcera aussi de développer le procès-verbal électronique. L'utilisation du PV électronique sera étendue et l'on commencera par quatre administrations. Les PV électroniques sont importants pour plusieurs raisons, tout d'abord parce qu'ils facilitent le traitement des dossiers par les inspecteurs et les contrôleurs. Les dossiers peuvent être traités dans des délais plus courts et la perception des amendes peut être plus rapide. Ainsi, si une amende est infligée à la suite d'une inspection sociale par exemple, sa perception est gérée en partie par l'administration elle-même et en partie par l'administration des Finances. En facilitant le transfert électronique des dossiers pour la perception des amendes, on pourra clôturer ceux-ci plus vite que ce n'est le cas actuellement. La procédure n'est pas nouvelle, mais il faut promouvoir le traitement de dossiers par voie électronique.

L'accord de gouvernement accorde une attention aussi soutenue à la fraude sociale et à la fraude aux allocations qu'à la fraude fiscale. Dans le volet « fraude sociale », il y a une rubrique consacrée à l'utilisation de données, à laquelle M. Crombez a déjà en partie fait référence à propos de la mesure relative à la lutte contre la fraude au domicile. La Banque Carrefour de la Sécurité sociale fonctionne déjà à un niveau très élevé et est d'ailleurs très en avance sur les banques de données fiscales. Toutefois, dans le cadre de la lutte contre la fraude sociale aussi, il est capital de faciliter non seulement la détection des risques mais aussi le traitement des dossiers lui-même et ce, grâce à l'utilisation des données dont les pouvoirs publics disposent déjà.

door te storten en dus Sodexho de instructie te geven dit niet door te storten aan de bedrijven. Er werden maatregelen gecreëerd om ook de RSZ toe te laten deze blokkering te doen, wat los staat van de procedure voor de erkenning van de bedrijven. Dit wordt gedaan omdat vastgesteld wordt dat de echt frauduleuze constructies met dienstencheques een redelijk snelle reactie nodig hebben. Komt die er niet, dan zijn de frauduleuze constructies al verdwenen. Ze blijken later moeilijk opspoorbaar te zijn.

Er werd tevens een ingreep rond domiciliefraude beslist. Er wordt een bepaling voorzien die het mogelijk maakt om, als er een vermoeden van domiciliefraude bestaat, gegevens te vragen die als bijkomende indicatoren kunnen dienen om na te gaan of er al dan niet sprake is van domiciliefraude. Het is dus niet zo dat er in databestanden van elektriciteit, gas en water zal rondgeneusd worden. Wel zullen indicatoren van laag verbruik gebruikt kunnen worden om te zien of er eventueel sprake is van domiciliefraude.

Ook aan het elektronisch proces-verbaal zal verder gewerkt worden. De toepassing van het elektronisch gebruik van het PV zal verbreed worden, om te beginnen in 4 administraties. De elektronische PV's zijn om meerdere redenen belangrijk. In de eerste plaats moeten ze de behandeling van dossiers door de inspecteurs en controleurs vergemakkelijken. Een dossier kan sneller behandeld worden en de betaling van de boetes kan sneller plaatsvinden. Indien er bijvoorbeeld ten gevolge van een sociale inspectie een boete wordt gegeven, dan wordt een gedeelte uitgevoerd door de administratie zelf en een ander gedeelte door de administratie van Financiën. Door de elektronische transfer van de dossiers voor de inning van de boetes te vergemakkelijken, zullen deze dossiers sneller kunnen afgehandeld worden dan momenteel het geval is. Het is niet nieuw, maar het moet wel zorgen voor een stijging van het aantal elektronisch behandelde dossiers.

Het regeerakkoord schenkt evenveel aandacht aan sociale fraude en uitkeringsfraude als aan fiscale fraude. Het algemene luik in het regeerakkoord rond sociale fraude heeft een gedeelte « gebruik van data », waarnaar de heer Crombez al deels verwezen heeft bij de maatregel inzake domiciliefraude. De kruispuntbank voor sociale zekerheid functioneert momenteel al op een zeer hoog niveau, en staat trouwens veel verder dan de fiscale databanken. Het is ook bij de bestrijding van sociale fraude echter van het grootste belang dat niet enkel de risicodetectie maar ook de behandeling van de dossiers zelf meer gefaciliteerd wordt dankzij het gebruik van de gegevens die de overheid al bezit.

Le secrétaire d'État cite un exemple qui lui a été fourni par des contrôleurs, à savoir les contrôles sur les chantiers de construction. Ces contrôles sont difficiles, complexes et à haute intensité de main-d'œuvre. Il est donc capital de pouvoir déterminer, par un système efficace de détection des risques, à quels endroits un contrôle doit impérativement être effectué. On peut y parvenir en améliorant l'échange de données. Cela illustre bien la manière dont le croisement de banques de données — auquel l'accord de gouvernement et la note de politique consacrent beaucoup d'attention — peut améliorer sensiblement le niveau de détection des risques. À cet égard, il ne faut pas se contenter de croiser les données du secteur social et celles des administrations sociales (la Banque carrefour), mais il faut aussi organiser un échange de données avec d'autres banques de données. Cela permettra d'optimiser le travail des services d'inspection et les contrôles aux endroits où il y a une assez forte présomption de fraude.

À l'heure actuelle, les administrations sociales n'utilisent les données fiscales et financières que dans une mesure très limitée. Un meilleur usage de celles-ci devrait permettre de sélectionner de manière plus ciblée les dossiers problématiques.

M. Crombez souhaiterait ensuite aborder la question de la mesure de la fraude. Il est malheureusement impossible de donner une idée exacte du volume de la fraude sociale et de la fraude aux allocations puisque la fraude est, par définition, un phénomène caché et non connu. Lorsque le nombre d'inspections et de contrôles augmente, qu'il y a une meilleure perception des amendes et une augmentation des recouvrements, on en conclut souvent que la fraude elle-même est en augmentation.

Il faut aussi être conscient du fait que, dans la lutte contre la fraude, l'augmentation du nombre de contrôles a aussi pour finalité d'induire un changement de comportement. En effet, le but ultime est non pas de détecter le plus grand nombre de fraudes possible, mais de faire en sorte idéalement qu'il y ait le moins de fraude possible. Toutefois, pour changer les comportements, il faut investir.

M. Crombez souhaite mettre l'accent sur la nécessité de mettre en place un service d'information qui puisse développer un modèle et une méthode. Il serait indiqué de procéder à une analyse comparative dans le cadre du débat sur l'ampleur de certains types de fraude, l'impact de certains types de contrôles et des investissements réalisés par les pouvoirs publics dans le dispositif de contrôle, etc. En effet, à l'heure actuelle, on confond deux choses : on perçoit l'amélioration des recouvrements comme le signe d'une augmentation de la fraude. Ce n'est pas nécessairement vrai; en fait, on ne sait tout simplement pas ce qu'il en est.

De staatssecretaris geeft een voorbeeld waar controleurs hem op gewezen hebben : controles op bouwwerven. Deze controles zijn moeilijk, complex en arbeidsintensief. Daardoor wordt het zeer belangrijk om door middel van een goede risicodeetectie te kunnen vaststellen op welke plaatsen echt gecontroleerd moet worden. Dit kan bereikt worden door middel van een betere gegevensuitwisseling. Het is een goed voorbeeld van hoe de kruising van databanken, waar het regeerakkoord en de beleidsnota veel aandacht aan besteden, een veel beter niveau van risicodeetectie opleveren. Daarbij mag men zich niet beperken tot de kruising van gegevens binnen de sociale sector en de sociale administraties (de Kruispuntbank) maar moet ook gegevensuitwisseling met andere databanken aan bod komen. Dit resulteert in een optimalisering van de inzet van inspectie en controles op die plaatsen waar er een redelijk sterk vermoeden van fraude is.

Op dit moment gebruiken de sociale administraties maar heel beperkt fiscale en financiële gegevens. Een beter gebruik zou moeten leiden tot gerichtere selecties van problematische dossiers.

De heer Crombez zou vervolgens graag ingaan op de discussie rond de meting van fraude. Jammer genoeg is een exact antwoord over de grootte van sociale fraude en uitkeringsfraude nooit mogelijk vermits fraude per definitie verborgen en onbekend is. Als er een stijging is van het aantal inspecties en controles, en een betere heffing van de boetes en een verhoging van de terugvorderingen, dan wordt vaak gesteld dat dit betekent dat er een stijging van de fraude zelf is.

Men moet zich verder bewust zijn van het feit dat, in de strijd tegen fraude, een verhoging van het aantal controles ook tot doel heeft een gedragswijziging te bekomen. Het beste is immers dat er zo weinig mogelijk fraude is. Dat is het uiteindelijke doel, niet zoveel mogelijk fraude vinden. Dit vergt echter investeringen om het gedrag van mensen te veranderen.

De heer Crombez wenst de nadruk leggen op de noodzaak van een informatiedienst, die een model en een methode kan ontwikkelen. Er is behoefte aan *benchmarking* in de discussie over de omvang van bepaalde soorten fraude, over de impact van bepaalde types van controle, over de impact van de investeringen die door de overheid worden gedaan in het controleapparaat enzovoort. Momenteel worden immers telkens twee zaken door elkaar gehaald : een vaststelling van betere terugvordering wordt nu vertaald als een verhoging van de fraude. Dit is echter niet noodzakelijk correct, eigenlijk weet men het gewoon niet.

Le secrétaire d'État estime qu'il faudrait se pencher davantage sur la standardisation, l'ampleur et l'impact des mesures ainsi que sur les résultats effectifs. De son côté, l'opposition n'a de cesse de proclamer que la lutte contre la fraude est la clef de voûte du budget. Mais c'est là le discours de tout parti qui siège dans l'opposition. Combien rapportera la lutte contre la fraude ? Quelle est l'ampleur du phénomène ? À combien s'élèvent les montants ? Il s'agit d'une matière qui est, par définition, informelle et non connue. Il est de loin préférable d'examiner la situation sur le terrain, les mesures qui seront prises, le changement de comportement à induire et, enfin, l'impact de tout cela sur le budget.

Il y a certaines mesures dont l'impact budgétaire est quasi impossible à calculer et à définir. Si les mesures visant à induire un changement de comportement sont efficaces, elles devraient alors conduire, dans la masse normale des recettes et des cotisations, à une augmentation de l'un de ces deux postes. Si l'on parvient à réduire sensiblement la fraude aux cotisations, la masse globale des cotisations augmentera. Mais, disons-le une fois encore, il est difficile de savoir ce que les mesures de réduction de la fraude aux cotisations ont comme résultat.

L'important est de fixer un cap précis. Chaque année, la Cour des comptes rappelle qu'elle ne dispose pas de données suffisantes pour chiffrer l'ampleur du phénomène avec certitude. Cela signifie non pas que le débat ne doit pas avoir lieu, mais plutôt qu'il faut le rationaliser. C'est ce que l'on a fait par le passé dans le cadre du débat sur le vieillissement; les premières estimations et les premiers chiffres étaient des plus disparates. Ce n'est que lorsque la commission d'étude sur le vieillissement a entamé ses travaux que l'on a pu rationaliser quelque peu le débat.

Le secrétaire d'État conclut en disant qu'il a mis en lumière quelques-unes des mesures qu'il estime importantes ainsi que leurs objectifs et qu'il est prêt à en discuter avec le Parlement. Il n'a aucune objection contre le fait de passer en revue l'ensemble des mesures de lutte contre la fraude sociale figurant dans la note de politique, mais il ne pense pas que ce soit la manière la plus efficace de travailler.

### **III. ÉCHANGE DE VUES**

#### **A. Questions des membres**

Mme Lijnen juge que toute forme de fraude porte atteinte à la solidarité de notre système social. Dès lors, elle estime qu'il est essentiel de prendre des mesures de lutte contre la fraude. Elle se félicite donc des mesures proposées par le secrétaire d'État.

De staatssecretaris meent dat er meer discussies moeten zijn over standaardisering, omvang en impact van de maatregelen en reële resultaten. Tot nu toe zegt de oppositie steeds dat de strijd tegen de fraude het sluitstuk van de begroting is. Elke partij die in de oppositie zit zegt dat, ongeacht welke partij het is. Hoeveel zal de strijd tegen fraude opbrengen, wat is de omvang, wat zijn de bedragen ? Het gaat echter om materie die per definitie informeel en onbekend is. Het is veel belangrijker om te praten over wat er op het terrein wordt vastgesteld, welke maatregelen zullen genomen worden, welk type van gedragwijziging willen we bekomen, en uiteindelijk wat de impact van dit alles op de begroting is.

Van bepaalde maatregelen is het quasi onmogelijk om de budgettaire impact te berekenen en te definiëren. Als de gedragsveranderende maatregelen werken, dan zouden ze moeten leiden tot een stijging van de inkomsten of de bijdragen in de normale massa van inkomsten en bijdragen. Als bijdragefraude sterk verminderd kan worden, dan stijgt de globale massa van de bijdragen. Maar de vraag wat de maatregelen die bijdragefraude moeten verminderen opgebracht hebben, is opnieuw moeilijk te beantwoorden.

Het is wel belangrijk dat er een bepaalde richting gegeven wordt. Het Rekenhof schrijft jaarlijks dat ze over onvoldoende gegevens beschikken om de juiste becijfering te doen. Dit impliceert niet dat de discussie niet moet plaatsvinden, het impliceert wel dat een standaardisering van de discussie noodzakelijk is. Dit gebeurde in het verleden al met het vergrijzingsdebat, waar de eerste ramingen en cijfers alle richtingen uitgingen. Het is pas met de studiecommissie voor de vergrijzing dat de discussie een beetje gestandaardiseerd is.

Dit zijn enkele accenten zowel in maatregelen als in doelstellingen van de discussie die de staatssecretaris belangrijk vindt en die hij graag met het parlement wil voeren. Hij heeft er geen probleem mee het volledige hoofdstuk over sociale fraude in de beleidsnota te overlopen, maar is er niet van overtuigd dat dat de meest efficiënte manier van werken is.

### **III. GEDACHTEWISSELING**

#### **A. Vragen van de leden**

Voor mevrouw Lijnen tast elke vorm van fraude de solidariteit van ons sociaal systeem aan. Vertrekende van dat standpunt is het voor haar essentieel dat stappen worden gezet om fraude te bestrijden. Zij is dan ook verheugd over de maatregelen die door de staatssecretaris werden voorgesteld.

Le volet fiscal a été examiné en commission des Finances et des Affaires économiques. Dans le cadre de la fraude sociale, l'intervenante souhaiterait aborder le volet concernant la fraude au domicile, pour laquelle on prévoit la possibilité de consulter les entreprises d'utilité publique en cas de présomption de fraude. Selon Mme Lijnen, il s'agit d'une avancée importante, mais insuffisante. Il est essentiel de s'adresser préventivement et systématiquement auxdites entreprises, et ainsi non seulement de donner un signal fort aux personnes qui commettent continuellement des abus, mais aussi de pouvoir enregistrer des résultats à très court terme. L'intervenante ne comprend pas pourquoi la proposition du secrétaire d'État se limite aux cas où il existe une présomption de fraude. Si l'on utilise systématiquement les instruments disponibles — naturellement dans le respect nécessaire de la vie privée — il sera possible de dépister beaucoup plus de fraudeurs. L'exemple néerlandais prouve que cela est possible dans le respect nécessaire de la vie privée.

Mme Lijnen renvoie au débat sur la fraude à l'identité qui avait été mené, au cours de la législature précédente, en commission de l'Intérieur. À l'époque, on avait évoqué un système binaire qui avait été introduit aux Pays-Bas. Après avoir introduit une donnée dans ce système, les organismes compétents en matière de contrôle d'identité obtenaient une réponse sous la forme d'un 0 ou d'un 1. Ils n'avaient pas accès à plus de précisions, mais ce résultat leur permettait déjà de continuer leur investigation. Mme Lijnen pense que l'on agite le spectre de Big Brother parce que l'on imagine que toutes les données sont publiées sur internet et accessibles à tout le monde. Tel n'est évidemment pas l'objectif. Le but est de créer un système capable de signaler un problème, permettant ainsi de poursuivre l'enquête.

L'intervenante indique que 28 904 domiciles ont été fouillés en 2010, ce qui signifie que leur intérieur a été passé au peigne fin. Il s'agit d'une intrusion particulièrement brutale dans la vie privée des habitants. Elle est persuadée qu'il est préférable d'effectuer d'abord un contrôle au moyen d'un système qui procède à une sélection sur la base de certains paramètres afin de signaler les problèmes éventuels, plutôt que de frapper à la porte du domicile et de contrôler, dans la chambre à coucher, combien il y a de pyjamas sous l'oreiller.

Au début de sa note de politique générale, M. Crombez indique que, selon les études réalisées ces dernières années, l'Etat perd l'équivalent de 3 à 8 % du PIB en recettes en raison de la fraude. Autrement dit, la fraude représente des montants énormes, et cela vaut donc la peine de prendre des mesures en vue de la limiter autant que possible. Mme Lijnen relève qu'aux Pays-Bas, on peut traquer la fraude au moyen non seulement de la consommation de gaz et d'électricité, mais aussi de la facture d'eau et de l'immatriculation des véhicules. Tous ces éléments peuvent contribuer à

Het fiscale luik is aan bod gekomen in de commissie voor de Financiën en Economische aangelegenheden. In het kader van de sociale fraude zou spreekster graag ingaan op het gedeelte omtrent de domiciliefraude. Daar zou het mogelijk zijn om bij een vermoeden van fraude via de nutsbedrijven te werken. Dit is volgens senator Lijnen een belangrijke stap, maar eigenlijk volstaat dit niet. Het is essentieel om dit preventief en systematisch te doen en zo niet enkel een belangrijk signaal te geven aan personen die systematisch misbruik maken, maar tegelijk op zeer korte termijn resultaten te kunnen boeken. Spreekster begrijpt niet waarom het voorstel van de staatssecretaris zich beperkt tot de gevallen waarin er een vermoeden van fraude is. Als er systematisch gebruik gemaakt wordt van de instrumenten die beschikbaar zijn, uiteraard met de nodige zorg voor de privacy, dan kan een veel grotere groep fraudeurs opgespoord worden. Uit het Nederlandse voorbeeld blijkt dat dit mogelijk is, met het noodzakelijke respect voor de privacy.

Mevrouw Lijnen verwijst naar het debat over identiteitsfraude dat tijdens een de vorige legislatuur in de commissie binnenlandse zaken gevoerd werd. Er werd toen gepraat over een binair systeem dat in Nederland geïntroduceerd werd. Alle bevoegde instanties voor identiteitscontrole moesten een gegeven invoeren en kregen dan een 0 of een 1 te zien. Meer informatie kregen ze niet, maar aan de hand van het resultaat konden ze wel verder werken. Mevrouw Lijnen denkt dat mensen *Big Brother* roepen omdat ze denken dat alle gegevens op het internet worden gezet en iedereen alles zal kunnen zien. Dat is uiteraard niet de bedoeling. Het is wel de bedoeling een systeem te creëren dat een probleem kan signaleren, waarna op basis van deze melding verder kan gewerkt worden.

Spreekster wijst er op dat er in 2010 28 904 huizen onderzocht werden, en dat betekent dat er echt binnen gecontroleerd werd. Dit is wel een bijzonder confronterend binnengaan in de privacy van de bewoners. Zij is er van overtuigd dat het beter is eerst een controle uit te voeren via een systeem waar geselecteerd wordt via bepaalde parameters om mogelijke problemen te signaleren, dan wel ergens aan te bellen en de slaapkamer te controleren om te zien hoeveel pyjama's er onder het kussen liggen.

De beleidsnota van de heer Crombez vangt aan met de mededeling dat volgens studies van de voorbije jaren, de overheid 3 tot 8 % van het bbp aan inkomsten misloopt als gevolg van fraude. Het gaat met andere woorden om enorme bedragen en het is dus de moeite waard om maatregelen te nemen om dit zoveel mogelijk in te perken. Mevrouw Lijnen wijst er op dat in Nederland niet enkel gas- en elektriciteitsverbruik, maar ook de waterfactuur en de kentekenregistratie van wagens kunnen gebruikt worden om fraude op te sporen. Al deze elementen kunnen bijdragen om

introduire des systèmes poussés visant à éviter que des personnes bénéficient, par exemple, d'une allocation, d'un revenu d'intégration ou d'un logement social sans y avoir droit. En outre, cette manière de procéder profitera aux personnes qui ont, elles, bel et bien droit à ces avantages sociaux, mais qui n'en bénéficient parfois pas à l'heure actuelle. Bien entendu, un contrôle de ce type doit être effectué dans le respect absolu de la vie privée des personnes concernées.

Dans une interview, le secrétaire d'État a déclaré que l'on avait surtout enregistré une hausse des recouvrements ces trois dernières années. Peut-il préciser le ratio entre les recouvrements et les perceptions ? En effet, ce n'est pas parce qu'une somme fait l'objet d'un recouvrement que l'argent a réellement été encaissé. Qu'en a-t-il été au cours des trois dernières années ? Dispose-t-on de chiffres sur la proportion de recouvrements par rapport aux perceptions ? Quelle était la situation dans le passé à cet égard et que prévoit-on pour éventuellement la modifier et l'améliorer à l'avenir ?

Mme Lijnen souhaite ensuite poser une question à propos des inspecteurs, qui seront nombreux à atteindre prochainement l'âge de la retraite. Quel est le pourcentage d'inspecteurs concernés ? Comment empêchera-t-on la perte d'expérience qui résultera de ces départs à la retraite ? En ce qui concerne la fraude fiscale, M. Crombez a précisé le nombre d'inspecteurs supplémentaires qui est prévu. Selon la note de politique générale, il y aura aussi davantage d'inspecteurs affectés à la lutte contre la fraude sociale, mais Mme Lijnen constate que l'on n'en précise pas le nombre. Le secrétaire d'État peut-il donner des précisions à ce sujet ?

M. du Bus de Warnaffe remercie le secrétaire d'État pour son exposé concis. Plusieurs éléments sont très importants pour l'intervenant et son groupe. En premier lieu, la lutte contre la fraude s'inscrit dans la politique budgétaire et permet effectivement de boucler le budget. Néanmoins, la lutte contre la fraude sociale doit surtout être un instrument favorisant le sens de la citoyenneté et de la collectivité. Sans principe de solidarité, une société ne fonctionne pas comme il se doit. Ce principe de solidarité est alimenté par le respect des règles, à condition que ces règles soient acceptées de tous, qu'elles soient pertinentes et perçues comme telles. Sur la base de cette analyse, M. du Bus estime qu'il est nécessaire de prévoir des possibilités de coopération avec les différents secteurs concernés.

Le secrétaire d'État fait ainsi référence au secteur des titres-services et à celui de la construction, dans lesquels la fraude existe effectivement. Que pensent actuellement ces secteurs d'une éventuelle collaboration avec le secrétaire d'État afin d'appliquer sa politique et de lutter contre la fraude ? M. du Bus estime que la politique du gouvernement en vue de

op een doorgedreven manier systemen in te bouwen om te vermijden dat personen die eigenlijk geen recht hebben op bijvoorbeeld een uitkering, een leefloon of een sociale woning, die toch zouden krijgen. Dit zal bovendien ten goede komen van de personen die wel degelijk recht hebben op sociale voordelen maar ze nu soms niet krijgen. Uiteraard moet dergelijke controle gebeuren met absoluut respect voor de privacy van de betrokkenen.

In een interview heeft de staatssecretaris gezegd dat vooral de terugvorderingen gestegen zijn de afgelopen drie jaar. Kan hij verduidelijken wat de verhouding terugvorderingen/ inningen is ? Het is immers niet omdat iets wordt teruggevorderd, dat het geld ook effectief is binnengekomen. Hoe werd dit de afgelopen drie jaar behandeld ? Bestaan er cijfers over de verhouding tussen terugvorderingen en inningen ? Hoe gebeurde dit in het verleden en wat is het plan om dit in de toekomst eventueel te veranderen en te verbeteren ?

Verder heeft mevrouw Lijnen een vraag over de inspecteurs, waarvan er op korte termijn veel de pensioengerechtigde leeftijd zullen bereiken. Over welk percentage gaat het ? Op welke manier zal vermeden worden dat door deze pensioneringen ervaring verloren gaat ? De heer Crombez heeft voor de fiscale fraude precies laten weten hoeveel extra inspecteurs er zullen bijkomen. Volgens de beleidsnota zullen er ook voor de sociale fraude inspecteurs bijkomen, maar daar merkt senator Lijnen geen specifiek aantal. Kan de staatssecretaris daar meer uitleg over geven ?

De heer du Bus de Warnaffe dankt de staatssecretaris voor zijn bondige uiteenzetting. Voor hem en zijn fractie zijn een aantal elementen zeer belangrijk. In de eerste plaats maakt de strijd tegen de fraude deel uit van de budgettaire politiek en vormt die inderdaad het sluitstuk van de begroting. De strijd tegen sociale fraude moet echter vooral een instrument zijn dat bijdraagt tot meer burger- en gemeenschapszin. Zonder solidariteitsprincipe werkt een maatschappij niet naar behoren. Dit solidariteitsprincipe wordt gevoed door respect voor de regels, op voorwaarde dat deze regels unaniem aanvaard worden, pertinent zijn en ook zo gepercipieerd worden. Vertrekende vanuit deze analyse zijn er volgens senator du Bus samenwerkingsmogelijkheden nodig met de verschillende betrokken sectoren.

Zo verwees de staatssecretaris naar de sector van de dienstencheques en naar de bouwsector, sectoren waarbinnen inderdaad fraude bestaat. Hoe staan deze sectoren vandaag zelf tegenover een mogelijke samenwerking met de staatssecretaris om zijn beleid toe te passen en fraude tegen te gaan ? Senator du Bus meent dat het fraudebeleid van de regering moet ondersteund

lutter contre la fraude doit être soutenue par les fédérations sectorielles. Il imagine que la fédération de la construction constate que certaines firmes adoptent des pratiques frauduleuses, et qu'elle peut aussi identifier des problèmes dans la législation. Quel type de collaboration le secrétaire d'État peut-il mener avec les secteurs afin de rendre la législation plus performante et plus correcte et de lutter contre la fraude ?

M. du Bus cite l'exemple du secteur de la santé, et plus précisément des hôpitaux bruxellois, dans lesquels certains médecins sont scandalisés par le fait de devoir parfois dispenser des soins de santé très spécialisés à des personnes qui n'habitent manifestement pas en Belgique et qui ne le cachent même pas. Ces personnes réclament une prise en charge complète en matière de soins de santé par le biais du regroupement familial, alors qu'elles viennent en Belgique uniquement pour recevoir des soins avant de retourner dans leur pays. Comme elles ne parlent pas la langue, elles doivent être accompagnées par un membre de leur famille qui leur sert d'interprète. En raison des spécificités culturelles, le médecin n'est pas toujours certain que l'interprétation est exacte, ni que les conseils et les soins qu'il prodigue au patient sont expliqués correctement. Il s'agit ici de cas de fraude manifeste qui sont particulièrement choquants pour une partie du personnel soignant.

En ce qui concerne un autre volet important des mesures, M. du Bus renvoie à un article publié dans le journal « *Le Soir* », dans lequel on rappelle que les fonctionnaires de l'ONEM n'ont plus le droit de contrôler les domiciles depuis 2000. C'est désormais l'agent de quartier qui doit le faire. Quel type de collaboration est mis sur pied entre l'ONEM et les agents de quartier ? D'après la presse, cette collaboration laisse à désirer. Est-ce exact ?

Enfin, dans le monde moderne, il est quasiment impossible de lutter contre la fraude sans échanger des données et sans utiliser de manière optimale les différentes banques de données, dont la Banque-Carrefour. Cela implique que le personnel ait accès aux données. Quels sont les besoins nécessaires pour optimiser l'échange de données que le secrétaire d'État a déjà pu identifier depuis son entrée en fonction ? S'agit-il de besoins en matière de formation, de personnel ou de collaboration plus efficace avec les entités fédérées sur certains aspects ?

Mme Franssen se réjouit de voir la lutte contre la fraude sociale et fiscale occuper une place de choix dans l'accord de gouvernement. Il est en effet important de réduire au maximum les possibilités de fraude. Lutter contre la fraude, tant sociale que fiscale, n'est en fait qu'une question de bonne gouvernance.

Mme Franssen souhaite poser quelques questions spécifiques. En ce qui concerne la responsabilité

worden door de sectorfederaties. Hij kan zich voorstellen dat de bouwfederatie constateert dat sommige firma's frauduleuze praktijken toepassen, net zoals zij ook kunnen wijzen op problemen in de wetgeving. Welke soort van samenwerking kan de staatssecretaris aanknoppen met de sectoren om tot een performantere en correctere wetgeving te komen en te strijden tegen fraude in de sector ?

De heer du Bus verwijst bij wijze van voorbeeld naar de gezondheidssector, meer bepaald naar de Brusselse ziekenhuizen. Daar zijn sommige artsen geschockt omdat zij soms zeer gespecialiseerde gezondheidszorg moeten verstrekken aan personen die manifest niet in België wonen en dit zelfs niet verbergen. Ze maken aanspraak op volledige gezondheidszorg via de omweg van de familiehereniging, maar komen enkel naar hier voor zorg en gaan dan terug naar hun land. Ze spreken de taal niet en moeten dus vergezeld worden door een familielid om te tolken. Door specifieke culturele redenen kan de arts niet steeds zeker zijn dat er juist getolkt wordt en dat de raadgevingen en zorgen die hij aan de patiënt geeft correct doorgegeven worden. Hier doet zich manifest fraude voor en deze gevallen worden als bijzonder stuitend ervaren door een deel van het verzorgend personeel.

Voor een ander belangrijk onderdeel van de maatregelen verwijst de heer du Bus naar een artikel in de krant « *Le Soir* », dat eraan herinnerde dat de ambtenaren van de RVA sinds 2000 niet meer het recht hebben de domicilie te controleren. Dat moet nu gebeuren door de wijkagent. Welke soort van samenwerking tussen de RVA en de wijkagenten wordt opgestart ? Volgens de pers zou deze samenwerking te wensen overlaten. Is dit correct ?

Ten slotte is fraudebestrijding in de moderne wereld haast onmogelijk zonder gegevensuitwisseling en het optimaal gebruik van de verschillende databanken, waaronder de Kruispuntbank. Dit veronderstelt dat het personeel toegang krijgt tot de gegevens. Welke behoeften die de optimalisering van gegevensuitwisseling mogelijk moeten maken heeft de staatssecretaris al kunnen identificeren sinds hij in functie is getreden ? Gaat het om behoeften aan opleidingen, of eerder aan personeel, of aan een betere samenwerking met de deelstaten wat betreft sommige aspecten ?

Mevrouw Franssen is blij dat de strijd tegen sociale en fiscale fraude zeer prominent aanwezig is in het regeerakkoord. Het is inderdaad belangrijk om de fraudemogelijkheden zoveel mogelijk tot een minimum te reduceren. Fraude aanpakken is eigenlijk niets meer dan rechtvaardig bestuur, zowel voor de sociale als de fiscale fraude.

Senator Franssen heeft enkele specifieke vragen. In verband met hoofdelijke aansprakelijkheid en sociale

solidaire et les cotisations sociales, la responsabilité solidaire en cascade pour les cotisations sociales est déjà appliquée dans le secteur de la construction. Dans quels autres secteurs pourrait-elle éventuellement aussi être instaurée ? Une concertation sociale a-t-elle déjà eu lieu au sein des différents secteurs envisagés ?

En ce qui concerne le recouvrement des recettes indues, les mutualités seront obligées de communiquer chaque trimestre à l'INAMI le montant total des paiements indues. Seront-elles sanctionnées si elles omettent de le faire ?

Pour ce qui est de la fraude au domicile et des adresses fictives, Mme Franssen se rappelle que dans le cadre de la lutte contre la pauvreté, il a été souligné sans cesse que ce problème était indissociable de la problématique des marchands de sommeil. Certaines personnes en situation de pauvreté font parfois l'objet d'une exploitation qui doit être replacée dans un cadre plus complexe. Quelle relation entretient l'approche adoptée en matière de lutte contre la fraude au domicile par rapport à l'approche adoptée en matière de lutte contre les marchands de sommeil ?

En ce qui concerne l'horeca et la recherche d'un statut spécifique pour les travailleurs occasionnels, Mme Franssen souligne que M. Dirk Claes a déposé une proposition de loi à ce sujet. Il serait bon d'entamer la discussion sur le travail occasionnel en commission des Affaires sociales du Sénat.

Mme Temmerman se réjouit, elle aussi, de la grande attention portée à la lutte contre la fraude. Elle souhaite poser trois questions. Elle aimerait savoir, dans les grandes lignes, ce qui est prévu au niveau du calendrier et des modalités de mise en œuvre, principalement en ce qui concerne les mesures de lutte contre la fraude aux cotisations présentées au point 3.2 de la note de politique générale. Il serait intéressant d'en savoir un peu plus sur les modalités concrètes de mise en œuvre des mesures et sur leur délai d'exécution.

Mme Temmerman est tout à fait d'accord sur le fait qu'une analyse correcte est importante et qu'une bonne communication est nécessaire en ce qui concerne le recueil de données. Lorsque l'on commence à mesurer un phénomène particulier et à établir des rapports, cela peut donner l'impression que le phénomène en question a pris de l'ampleur, en particulier s'il n'existe aucun chiffre en la matière. Même si l'on doit seulement commencer à développer de bons instruments de mesure, Mme Temmerman estime qu'il existe dans le secteur médical une série de statistiques alarmantes en ce qui concerne le recours/le recours abusif à certaines recherches ou thérapies. Dans certains cas, l'évolution observée est clairement à la hausse par rapport à la situation d'il y a quelques

bijdragen wordt in de bouwsector reeds de getrapte hoofdelijke aansprakelijkheid voor sociale bijdragen toegepast. In welke sectoren zou dit eventueel ook ingevoerd worden ? Is er reeds sociaal overleg geweest binnen de verschillende sectoren waaraan gedacht wordt ?

Met betrekking tot de terugvordering van onterechte ontvangsten zullen de ziekenfondsen verplicht worden om eenmaal per kwartaal het totaalbedrag van onterechte uitbetalingen mee te delen aan het RIZIV. Krijgen ziekenfondsen een sanctie als ze dat niet zouden doen ?

Inzake de domiciliefraude en de fictieve adressen, herinnert senator Franssen zich dat in het kader van de armoedebestrijding telkens werd gezegd dat dit probleem niet kan losgekoppeld worden van de huisjesmelkerij. Sommige personen in armoede worden soms misbruikt in een complexer gegeven. Hoe verhoudt de aanpak inzake domiciliefraude zich met de aanpak van de huisjesmelkerij ?

Wat betreft de horeca en het onderzoek naar een specifiek statuut voor gelegenheidsarbeiders wijst mevrouw Franssen er op dat senator Dirk Claes een wetsvoorstel heeft neergelegd over deze materie. Het zou goed zijn indien de discussie over gelegenheidsarbeid zou aangevat worden in de commissie sociale aangelegenheden van de Senaat.

Ook senator Temmerman is verheugd over de grote aandacht voor fraudebestrijding. Zij heeft een drietal vragen. Zonder in detail te gaan zou zij graag een kader van timing en concretisering krijgen, vooral wat betreft de maatregelen tegen de bijdragenfraude, die worden voorgesteld onder punt 3.2 van de algemene beleidsnota. Het zou interessant zijn om in grote lijnen wat meer te vernemen over hoe de concrete uitwerking er uit zal zien en binnen welke termijn dit zou moeten gerealiseerd zijn.

Mevrouw Temmerman gaat helemaal akkoord met de stelling dat een juiste analyse belangrijk is en dat er een goede communicatie nodig is over het verzamelen van gegevens. Als je iets begint te meten en daarover rapporteert, dan kan dat de indruk geven dat een bepaald fenomeen toegenomen is, zeker wanneer er vroeger geen cijfers over bestonden. Ook al moet er nog begonnen worden met het ontwikkelen van goede meetinstrumenten, toch meent mevrouw Temmerman dat in de medische sector een aantal alarmerende statistieken bestaan van gebruik of misbruik van bepaalde onderzoeken of therapieën. Soms is een duidelijk stijgende lijn waarneembaar in vergelijking met enkele jaren eerder. Ook de heer du Bus verwees reeds naar deze problematiek. Alhoewel deze statis-

années. M. du Bus a, lui aussi, déjà évoqué ce problème. Même si ces statistiques ne sont pas parfaites, elles ont au moins le mérite d'exister et peuvent incontestablement être analysées plus en détail. En effet, une série d'éléments ne peuvent pas être expliqués par un schéma pathologique en hausse ou une augmentation dans l'épidémiologie d'une maladie donnée.

Dans le prolongement de ce qui précède, il est évident que les données de la Banque-carrefour sont très importantes. Qu'en est-il cependant de la loi sur la protection de la vie privée ? De par son expérience d'autres dossiers, tels que celui de l'interruption volontaire de grossesse, Mme Temmerman sait qu'il est possible de demander une dérogation à la commission de la protection de la vie privée afin de recueillir malgré tout certaines données. Des contacts ont-ils déjà eu lieu ou y a-t-il déjà des projets à cet égard ?

Mme Talhaoui siège au sein du comité de direction de « Woonhaven », une société de logements sociaux à Anvers qui gère plus de 18 000 maisons et appartements. Forte de cette expérience, elle a une question concrète à formuler concernant la liaison de base de données. La société de logements sociaux connaît aussi des cas de personnes ayant occupé un logement social alors qu'elles étaient elles-mêmes propriétaires d'un logement qu'elles louaient à des tiers. Dans la plupart des cas, le pot aux roses a été découvert non pas grâce à un recoupement de données, mais simplement parce que l'assistant social l'a appris par hasard ou qu'une amélioration soudaine du niveau de vie a été constatée, ou encore parce que les voisins ont remarqué que d'autres personnes occupaient le logement social pendant huit mois par an alors que les locataires officiels séjournaient ailleurs. Est-il possible de faire le lien entre les sociétés de logements sociaux et le CPAS ? Est-ce également possible avec Eandis pour les factures de gaz et d'électricité ? Enfin, est-il possible d'avoir accès au cadastre ? Le respect de la vie privée est évidemment une affaire délicate, mais il existe peut-être un moyen de découvrir les abus tout en respectant la vie privée. Mme Talhaoui ne voit d'ailleurs pas comment l'on pourrait combattre de tels abus sans l'aide du cadastre.

Selon Mme Lijnen, les exemples cités par Mme Talhaoui montrent qu'il ne suffit pas toujours d'effectuer ce genre de contrôle uniquement en cas de présomption de fraude. Il doit être possible, d'un point de vue technologique, de procéder systématiquement à un tel contrôle, et ce toujours — bien entendu — dans le total respect de la vie privée. L'exemple néerlandais montre que cela est possible. Nos voisins du nord ont mis au jour de cette manière de très nombreux cas de fraude aux allocations. Mme Lijnen invite le secrétaire d'État à faire effectuer de tels contrôles non seulement en cas de présomption de fraude, mais de manière systématique et préventive.

tieken niet perfect zijn, bestaan ze reeds en kunnen ze ongetwijfeld nader geanalyseerd worden. Een aantal zaken kunnen immers niet verklaard worden door een stijgend ziektepatroon of een toename in een epidemiologie van een bepaalde ziekte.

Daarbij aansluitend is het evident dat de gegevens van de Kruispunt bank zeer belangrijk zijn. Wat echter met de wet op de privacy ? Uit andere dossiers, zoals zwangerschapsafbreking, weet senator Temmerman dat het mogelijk is om een uitzondering te vragen aan de privacycommissie om toch bepaalde gegevens te verzamelen. Zijn hierover al contacten geweest of zijn er al plannen rond gemaakt ?

Mevrouw Talhaoui zetelt in het directiecomité van « Woonhaven », een sociale huisvestingsmaatschappij in Antwerpen die meer dan 18 000 woningen en appartementen beheert. Vanuit deze ervaring heeft zij een concrete vraag inzake het koppelen van informatiedatabanken. Ook de sociale huisvestingsmaatschappij kent gevallen van personen die een sociale woning bewoonden maar toch een eigendom hadden dat ze op hun beurt aan anderen verhuurden. Meestal werd dit niet ontdekt door een koppeling van gegevens, maar simpelweg omdat de maatschappelijk assistent het toevallig vernam of omdat werd vastgesteld dat de levensstandaard plots was toegenomen, of via de buren die zien dat er in de sociale woning 8 maanden per jaar andere mensen wonen terwijl de eigenlijke huurders elders verblijven. Is het mogelijk om de link te leggen tussen sociale huisvestingsmaatschappijen en het OCMW ? Kan dit ook met Eandis voor gas- en elektriciteitsrekeningen ? Is het ten slotte mogelijk om inzage te hebben in het kadaster ? Uiteraard is privacy een gevoelige zaak, maar misschien is er een manier om, met respect voor de privacy, toch de misbruiken te ontdekken. Mevrouw Talhaoui ziet overigens niet in hoe dergelijk misbruik zou kunnen opgelost worden zonder de hulp van het kadaster.

Volgens mevrouw Lijnen tonen de voorbeelden van senator Talhaoui aan dat dergelijke controle enkel verrichten bij een vermoeden van fraude niet steeds volstaat. Het moet technologisch haalbaar zijn om dit systematisch te doen, uiteraard steeds met volledig respect voor de privacy. Het Nederlandse voorbeeld toont aan dat dit mogelijk is. Onze noorderburen hebben daardoor massaal veel uitkeringsfraude opgespoord. Senator Lijnen roept de staatssecretaris op om dergelijke controle niet enkel te laten uitvoeren bij een vermoeden van fraude, maar systematisch en preventief.

Mme Sleurs soutient le secrétaire d'État dans la lutte contre la fraude sociale et fiscale. En effet, la fraude est un délit qui touche notre société et notre bien-être social en plein cœur. L'intervenante a quelques questions à poser et quelques idées à formuler.

Pourquoi le Service d'évaluation et de contrôle médicaux (SECM) de l'INAMI n'est-il pas associé à la lutte contre la fraude sociale et à la mise en œuvre du plan d'action 2012 du Service d'information et de recherche sociale (SIRS)? Ce service compte, à lui seul, 150 personnes alors que les autres services d'inspection sociale réunis ont un effectif du personnel d'environ 900 personnes. En incorporant ce service, on pourrait peut-être déjà réaliser une grande avancée dans la lutte contre la fraude sociale.

Le deuxième point sur lequel Mme Sleurs souhaite attirer l'attention concerne la responsabilisation des organismes assureurs. C'est absolument nécessaire, mais les mesures qui sont prises actuellement ne s'inscrivent-elles pas plutôt dans le cadre d'un audit? En effet, il s'agit en l'occurrence d'un contrôle du fonctionnement des mutualités. Grâce aux audits, des fraudes commises par les assurés peuvent être mises au jour, mais un tel constat n'est au fond qu'une conséquence de l'analyse approfondie du fonctionnement. Qu'en est-il s'il s'avère qu'une mutualité alloue depuis longtemps des allocations alors qu'elle dispose de données indiquant que le paiement de ces allocations ne coule pas de source? Dans ce cas, les mutualités peuvent-elles porter une certaine responsabilité financière? Peut-on donner aux assurés l'impression que le paiement des allocations est malgré tout régulier? De quelle manière les mutualités seront-elles responsabilisées sur le plan financier ou autre en ce qui concerne, par exemple, le paiement correct des prestations, l'efficacité et le recouvrement effectif de prestations payées indûment?

Un autre aspect sur lequel l'intervenante souhaite attirer l'attention concerne la responsabilisation des médecins en cas de fraude aux allocations. Les médecins doivent incontestablement être associés à cette lutte, mais Mme Sleurs aimerait obtenir de plus amples explications à ce sujet. La note de politique générale contient peu d'informations en la matière. Quelles mesures envisage-t-on pour le médecin traitant ou le médecin-conseil? Vise-t-on uniquement l'établissement de certificats médicaux ou veut-on agir au niveau de la fraude à l'identité pouvant être commise chez les médecins? Aura-t-on recours aussi à des moyens électroniques tels que des bases de données ou *eHealth*?

Enfin, selon la note de politique générale, une section chargée d'examiner l'évolution de l'économie souterraine sera constituée au sein du Conseil supérieur des Finances. Quelle sera la mission de cette

Mevrouw Sleurs steunt de staatssecretaris in de strijd tegen de sociale en de fiscale fraude. Fraude is inderdaad een misdrijf en treft onze maatschappij en onze sociale welvaartsstaat recht in het hart. Zij heeft een paar vragen en enkele ideeën.

Waarom wordt de Dienst voor de geneeskundige evaluatie en controle (DGEC) van het RIZIV niet betrokken in de strijd tegen de sociale fraude en bij de uitvoering van het actieplan 2012 van de SIOD (Sociale inlichtingen en opsporingsdienst)? Die dienst alleen telt 150 personen, de andere sociale inspectiediensten samen hebben een personeelsbestand van ongeveer 900 personen. Als deze dienst zou geïncorporeerd worden zou er misschien al een grote stap vooruit gezet kunnen worden in de strijd tegen de sociale fraude.

Een tweede punt waar mevrouw Sleurs de aandacht op wil vestigen betreft de responsabilisering van de verzekeringsinstellingen. Dit is zeker en vast noodzakelijk, maar kaderen de maatregelen die nu genomen worden niet eerder in een audit? In se gaat het immers om een controle van de al dan niet goede werking van de ziekenfondsen. Als gevolg van de audits kan inderdaad fraude van verzekerden aan het licht komen, maar dit blijft in feite maar een gevolg van een doorlichting van de werking. Wat als blijkt dat een ziekenfonds gedurende lange tijd uitkeringen uitbetaalt terwijl ze over de gegevens beschikt waaruit blijkt dat die uitkering niet zonder meer uitbetaald zouden mogen worden? Kunnen de ziekenfondsen zelf dan een bepaalde financiële verantwoordelijkheid dragen? Kan, ten aanzien van de verzekerden, de indruk gewekt worden dat de uitkeringen toch op regelmatige wijze worden uitbetaald? Hoe zullen de ziekenfondsen financieel of anders geresponsabiliseerd worden bijvoorbeeld een correcte uitbetaling van de prestaties en de efficiëntie en de effectieve invordering van ten onrechte betaalde prestaties?

Een volgend aandachtspunt betreft de responsabilisering van artsen bij de uitkeringsfraude. Artsen moeten zeker betrokken worden in deze strijd, maar senator Sleurs zou er wel graag wat meer uitleg over krijgen. De beleidsnota zelf bevat niet veel informatie hierover. Welke maatregelen worden beoogd voor de behandelende of de adviserende arts? Gaat het uitsluitend over het uitschrijven van ziektebriefjes of is het de bedoeling wat te doen aan de identiteitsfraude die kan optreden bij de artsen? Zullen ook elektronische middelen ingezet worden zoals databanken of *E-Health*?

Ten slotte zal volgens de beleidsnota binnen de Hoge Raad van Financiën een afdeling opgericht worden die zal bekijken hoe de schaduwconomie evolueert. Wat is de opdracht van die afdeling? Hoe

section ? Quelle sera la relation de cet organe avec les autres parties prenantes ? Comment la fraude sera-t-elle définie et mesurée ?

Mme Morreale insiste sur l'importance de lutter contre la fraude sociale et fiscale afin d'éviter que des abus ne viennent mettre en danger l'ensemble du modèle performant que nous connaissons, en particulier en matière sociale.

Sa question a trait au contrôle de la police sur les domiciles fictifs. Dans le secteur du logement social, il arrive que les opérateurs — publics ou privés — constatent que la personne n'habite pas réellement à l'adresse à laquelle elle est domiciliée. Si la police se présente à deux reprises ou qu'un recommandé est envoyé sans succès, il y a radiation d'office. Par contre, il est beaucoup plus difficile d'obtenir une domiciliation d'office. La police est réticente quand on lui demande d'effectuer une enquête de voisinage.

Le secrétaire d'État estime-t-il que la législation est suffisante pour exercer un contrôle sur de telles situations de fraude et opérer des domiciliations d'office ? A-t-il connaissance d'une jurisprudence en défaveur de constats posés par des opérateurs, qu'ils soient publics ou privés ?

Mme Saïdi souhaite formuler certaines préoccupations au sujet de l'utilisation des données de la plate-forme *eHealth*. La plate-forme *eHealth* n'a pas été conçue comme un instrument de lutte contre la fraude sociale. L'intervenante estime même qu'il y a un risque de rupture de confiance du côté des utilisateurs du système. Des contrôles n'ont-ils pas déjà lieu en cas de suspicion de fraude ? Cette mesure lui paraît particulièrement difficile à accepter et elle appelle de ses voeux la tenue d'un débat approfondi avant que ladite mesure ne soit mise en œuvre.

## B. Réponses du secrétaire d'État

M. Crombez, secrétaire d'État à la Lutte contre la fraude sociale et fiscale, comprend très bien les nombreuses questions des sénateurs. Il n'a évidemment pas encore pu mettre en œuvre tout ce qui est prévu dans sa note de politique. S'il a choisi de prendre rapidement un certain nombre de mesures, c'est pour des raisons spécifiques liées, d'une part, à la faisabilité d'une mesure rapide et, d'autre part, à l'Europe. Non content d'exiger que les mesures soient inscrites dans un accord de gouvernement, l'Europe souhaite en outre qu'elles soient traduites au plus vite en textes législatifs dans une série de domaines. Lorsque l'Europe évalue le budget, elle ne se contente pas de mesures prometteuses, mais elle exige aussi leur concrétisation rapide de manière à montrer que les recettes se situeront dans la ligne des prévisions.

zal dit orgaan zich verhouden tot andere stakeholders ? Hoe zal de fraude gedefinieerd en gemeten worden ?

Mevrouw Morreale benadrukt het belang van de bestrijding van sociale en fiscale fraude om te voorkomen dat misbruiken ons goed presterend model in gevaar zouden brengen, in het bijzonder op sociaal vlak.

Haar vraag heeft betrekking op de controle van de politie op fictieve woonplaatsen. In de sector van de sociale huisvesting komt het voor dat — openbare of privé — operatoren vaststellen dat iemand in werkelijkheid niet op het adres woont waar hij zijn woonplaats heeft. Als de politie twee keer langskomt of een aangetekende brief tevergeefs wordt verstuurd, wordt men ambtshalve geschrapt. Het is daarentegen veel moeilijker om een domiciliëring van ambtswege te krijgen. De politie is terughoudend wanneer ze verzocht wordt een buurtonderzoek uit te voeren.

Denkt de staatssecretaris dat de wetgeving volstaat om dergelijke fraude te controleren en domiciliëringen van ambtswege uit te voeren ? Is er rechtspraak ten nadele van de vaststellingen door openbare of privé-operatoren ?

Mevrouw Saïdi wenst enkele bezorgdheden te formuleren inzake het gebruik van de gegevens van *eHealth*. *eHealth* werd niet ontwikkeld als een instrument om sociale fraude tegen te gaan. Spreekster meent dat er zich zelfs een vertrouwensbreuk zou kunnen voordoen bij de gebruikers van het systeem. Er vinden nu toch ook al controles plaats bij vermoedens van fraude ? Zij heeft bijzonder veel moeite met deze maatregel en hoopt dat er een grondig debat zal komen vooraleer deze maatregel zou worden ingevoerd.

## B. Antwoorden van de staatssecretaris

De heer Crombez, staatssecretaris voor de Bestrijding van de sociale en de fiscale fraude, heeft veel begrip voor de vele vragen van de senatoren. Uiteraard heeft hij nog niet alles kunnen uitvoeren dat in zijn beleidsnota is voorzien. Om enkele specifieke redenen werd er voor gekozen een aantal maatregelen snel te nemen : in de eerste plaats de haalbaarheid van een snelle maatregel, en ten tweede Europa. Europa vraagt immers om niet alleen maatregelen te voorzien in een regeerakkoord, maar wenst daar op een aantal vlakken zo snel mogelijk wetgeving aan gekoppeld te zien. Als Europa de begroting evaluateert, willen ze niet enkel beloftevolle maatregelen, maar ook een snelle vertaling ervan die duidelijk maakt dat de inkomsten in de lijn van de verwachtingen zullen liggen.

Pour une série de question, la réponse est que la mise en œuvre des mesures prévues dans la note de politique se trouve pour l'instant encore au stade initial et est évidemment encore incomplète.

M. Crombez rejoint la majorité des intervenants à propos de la discussion relative à la vie privée. En outre, chaque débat sur la vie privée évoque immédiatement des images de *Big Brother*. Le secrétaire d'État peut adhérer à de nombreux systèmes proposés en l'espèce afin d'optimaliser l'utilisation de données. Il entend entamer le débat sur cette question avec le Parlement qui est chargé du contrôle en la matière.

Selon M. Crombez, deux points sont essentiels. Premièrement, il faut faciliter les dossiers pour les inspecteurs et les contrôleurs qui doivent disposer des données. Il s'agit, à cet égard, non seulement de données, mais aussi d'informations pouvant être fournies par la police ou les CPAS, à propos des signes extérieurs par exemple. Deuxièmement, il s'agit du *datamining*, ou de la recherche ciblée de liens dans de grandes compilations de données. En d'autres termes, il doit être possible de réunir un maximum de données dans une *blackbox* et, grâce à elles, de procéder à la détection de risques. Il s'agit, jusqu'à présent, d'une extension très limitée de l'utilisation et du couplage des bases de données.

M. Crombez donne un exemple de dysfonctionnement. Pour le moment, la plupart des contrôles de la TVA sont basés sur des listes qui ont été dressées à l'aide du *datamining*. Les contrôleurs sont obligés d'utiliser ces listes lors du choix de leurs contrôles. Mais si le *datamining* n'est pas efficace, les contrôleurs savent à l'avance que certains contrôles ne seront pas utiles. Or, ils sont tenus de suivre la liste. Lorsque le *datamining* ne fonctionne pas convenablement, le résultat est précisément le contraire de l'objectif, c'est-à-dire que les contrôleurs aillent là où il y a des risques réels de fraude. En outre, l'objectif est également que les contrôleurs se présentent de moins en moins là où il n'y a pas de problèmes, que ce soit dans des entreprises ou chez des particuliers. Le *datamining* peut, en effet, fonctionner dans deux sens et détecter tant le risque élevé que le risque faible.

Même à un stade très précoce, la discussion qui a lieu actuellement fait planer pour certains l'ombre de *Big Brother*. Selon le secrétaire d'État, la solution consiste en une analyse approfondie des dispositifs existants dans le domaine de la régulation et du contrôle de la vie privée. Le système actuel prévoit que la finalité de l'utilisation des données doit être définie, au même titre que les personnes qui peuvent en faire usage, ce qui doit faire l'objet d'une autorisation au cas par cas. Il est permis de se demander si cette façon de procéder est optimale et si un projet très poussé de couplage de bases de données basé sur ces notions légales peut être mis en œuvre. M. Crombez

Op een aantal vragen is het antwoord dat de uitvoering van de in de beleidsnota voorziene maatregelen zich momenteel nog in de beginfase bevindt en uiteraard nog onvolledig is.

Wat betreft de discussie rond de privacy is de heer Crombez het eens is met de meeste sprekers. Bovendien roept elk debat over privacy onmiddellijk beelden op van *Big Brother*. De staatssecretaris kan zich vinden in veel van de hier voorgestelde systemen om het gebruik van data te optimaliseren. Hij wil hierover het debat aangaan met het parlement omdat het parlement in deze materie mee de controle moet verzorgen.

Twee zaken zijn volgens de heer Crombez essentieel. Ten eerste het faciliteren van de dossiers voor inspecteurs en controleurs die de gegevens ter beschikking moeten hebben. Het gaat daarbij niet alleen over data, maar ook over informatie die door de politie of de OCMW's bezorgd kan worden, bijvoorbeeld over uiterlijke kenmerken. Ten tweede gaat het over datamining, of het gericht zoeken naar verbanden in grote verzamelingen gegevens. Dit betekent dat het mogelijk moet zijn om zoveel mogelijk gegevens te verzamelen in een blackbox en aan de hand daarvan aan risicodetectie te doen. Tot nu toe gaat het over een zeer beperkte uitbreiding van het gebruik van databanken en de koppeling van databanken.

De heer Crombez geeft een voorbeeld van wat er zoal kan mislopen. Op dit moment zijn de meeste BTW-controles gebaseerd op lijsten die opgesteld werden met behulp van *datamining*. De controleurs zijn verplicht deze lijsten te gebruiken in de keuze van hun controles. Maar als de *datamining* niet doeltreffend is weten de controleurs op voorhand dat sommige van de controles niet nuttig zullen zijn. Toch moeten ze de lijst volgen. Als *datamining* niet naar behoren werkt, bereikt men dus net het tegenovergestelde dan wat eigenlijk de bedoeling is, namelijk dat de controleurs gaan waar er echte risico's op fraude zijn. Bovendien is het ook de bedoeling dat controleurs minder en minder opduiken op plaatsen waar er geen problemen zijn, of het nu bij bedrijven of bij privépersonen is. *Datamining* kan immers in twee richtingen werken en zowel hoog risico als laag risico opspeuren.

Zelfs de zeer prille discussie die nu plaatsvindt, roept bij sommigen het gevoel van *Big Brother* op. De oplossing zit volgens de staatssecretaris in het grondig analyseren van wat er op dit moment bestaat op het gebied van regulering en privacycontrole. Het huidige systeem zegt dat de finaliteit van het gebruik van de data moet gedefinieerd zijn, net zoals moet bepaald worden wie die finaliteit mag gebruiken. Dit moet geval per geval goedgekeurd worden. De vraag kan gesteld worden of deze manier van werken optimaal is en of een ver doorgedreven project van koppeling van databanken op basis van die wettelijke beginselen uitgevoerd kan worden. De heer Crombez stelt vast

constate que la Banque Carrefour de la Sécurité sociale est une réussite. Un projet de ce genre n'a toutefois pas encore abouti au SPF Finances, bien que des investissements aient été consentis et que le système soit en cours de développement. Il y a néanmoins clairement une différence au niveau de la vitesse de mise au point du concept global.

Quant au secrétaire d'État, les choses sont claires : le *datamining* doit recouper un maximum de données sociales et fiscales afin de travailler de la façon la plus efficace qui soit, ce qui aidera à atteindre l'objectif et créera la possibilité de mobiliser autant de contrôleurs et d'inspecteurs que possible là où les problèmes se trouvent réellement. Ils effectueront, en outre, le minimum de contrôles là où il n'y a pas de problèmes. De cette manière, les ménages et les entreprises, qui font de leur mieux pour suivre les règles, peuvent être exemptés de ce type de contrôles.

Qu'est-ce qui est nécessaire à cet effet ? Il faut, tout d'abord, une réglementation qui crée suffisamment de flexibilité pour utiliser les données, en particulier des données codées. Il faut pouvoir procéder avec plus de flexibilité que ce n'est le cas aujourd'hui. Il n'y a toujours pas de couplage de bases de données qui devraient être couplées les unes aux autres selon la logique des choses.

Un deuxième aspect est la formation qui est certainement nécessaire pour le *datamining*. Le véritable *datamining* est une spécialité qui requiert une expertise. Il avait été annoncé aux Finances qu'un groupe d'agents spécialisés dans le datamining serait constitué et qu'ils suivraient une formation spécifique. Ce groupe a déjà été mis sur pied, mais il n'en est pas encore au stade de pouvoir garantir une utilisation optimale dans tous les services.

Troisièmement, une plate-forme standardisée est nécessaire. Au niveau technique, la discussion concernant la façon d'établir une communication entre, par exemple, les bases de données des Finances et les bases de données de la sécurité sociale est toujours en cours. Utilisent-elles la même norme de données ? En cas de couplage, seront-elles compatibles ? Ou, le système doit-il être adapté dans l'une des deux ? Il est encore trop tôt pour donner une réponse détaillée à ces questions. Il n'y a pas de norme uniforme à ce stade et le croisement des données de différentes administrations pose encore problème.

En résumé, on peut dire qu'il y a un besoin de législation, de formation et de standardisation.

Le gouvernement souhaite améliorer autant que possible l'efficacité du système et le fonctionnement de l'inspection et du contrôle, et utiliser les moyens de la manière la plus adéquate. Grâce à la généralisation des dossiers électroniques et à l'utilisation accrue des banques de données, on constate une plus grande efficacité de traitement dans plusieurs administrations.

dat dat de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid een succes is. In de FOD Financiën echter is dergelijk project nog niet gelukt, alhoewel er investeringen gebeurd zijn en het systeem in ontwikkeling is. Er is echter een duidelijk verschil in de snelheid van ontwikkeling van het totaalconcept.

Voort de staatssecretaris is het duidelijk : *datamining* moet zoveel mogelijk sociale en fiscale gegevens kruisen om zo efficiënt mogelijk te werken. Dit zal helpen om het objectief te bereiken en zal de mogelijkheid scheppen om zoveel mogelijk controleurs en inspecteurs in te zetten daar waar de problemen zich werkelijk bevinden. Ze zullen bovendien zo weinig mogelijk controles uitvoeren waar zich geen problemen voordoen. Op die manier kunnen gezinnen en bedrijven die hun best doen om de regels te volgen, verlost worden van dergelijke controles.

Wat is daarvoor nodig ? Vooreerst is er regelgeving nodig die voldoende flexibiliteit creëert om de data te gebruiken, in het bijzonder gecodeerde data. Dit moet op een flexibeler manier kunnen dan vandaag mogelijk is. Er is nog steeds geen kruising van databanken die volgens de logica der dingen met elkaar zouden moeten gekruist worden.

Een tweede zaak is opleiding, wat zeker nodig is voor *datamining*. Echte *datamining* is een specialiteit waarvoor expertise nodig is. Bij financiën werd aangekondigd dat een speciale datamining-groep samengesteld zal worden die een specifieke opleiding zullen volgen. Het bestaat op dit ogenblik al, maar nog niet in voldoende mate om in alle diensten een optimaal gebruik te garanderen.

Ten derde is een gestandaardiseerd platform nodig. Op technisch niveau wordt steeds de discussie gevoerd over hoe je communicatie kan creëren tussen bijvoorbeeld de databanken van Financiën en de databanken van de sociale zekerheid. Gebruiken ze dezelfde gegevensstandaard ? Als er gekruist wordt, zal dit dan matchen ? Of moet het systeem bij één van beiden aangepast worden ? Het is nog te vroeg om een gedetailleerd antwoord op deze vragen te geven maar momenteel is er geen uniforme standaard en dus vormt de kruising van de gegevens van verschillende administraties nog een probleem.

Samengevat kan gesteld worden dat er behoeftte is aan wetgeving, opleiding en standaardisering.

Het is de wil van de regering om de efficiëntie van het apparaat en de inzet van de inspectie en controle zo sterk mogelijk te verhogen en zo correct mogelijk in te zetten. Er kan in een aantal administraties vastgesteld worden dat door het uitbreiden van de elektronische dossiers en een toegenomen gebruik van databanken, de behandeling efficiënter verloopt. Dit is een belang-

C'est un élément important dans le cadre du vieillissement et de la disponibilité de l'effectif des inspecteurs. Grâce au croisement des banques de données lors des contrôles administratifs, le nombre de dossiers détectés auprès de l'ONEM est passé de 31 000 à 52 000 sur la période 2007-2010, une augmentation qui concerne aussi bien les salariés que les indépendants. Cela ne signifie pas pour autant que l'on a mobilisé beaucoup plus de contrôleurs et d'inspecteurs. Au contraire, on a augmenté le nombre de contrôles effectués en utilisant les données et en traitant les dossiers plus efficacement. 13 millions d'euros ont été recouvrés en 2007, et plus de 27 millions d'euros en 2010.

Le renforcement des banques de données et le traitement plus efficace des dossiers — qui n'impliquent pas nécessairement une forte augmentation du nombre d'inspecteurs — ont été amorcés par les prédecesseurs de M. Crombez. Selon ce dernier, si le fonctionnement est plus efficace aujourd'hui, c'est grâce à la création du Collège pour la lutte contre la fraude fiscale et sociale, au sein duquel les différentes administrations peuvent conclure des conventions sur les systèmes, les normes et l'échange de données. La création de ce Collège a véritablement constitué une grande avancée.

La magistrature est, elle aussi, représentée dans ce Collège. En effet, lorsqu'on parle du fonctionnement plus efficace des contrôles et des inspections, on évoque rarement le *feed-back* aux inspecteurs concernant l'application des peines. Les inspecteurs tentent de détecter des cas de fraude et saisissent un certain nombre de dossiers, mais ils ne reçoivent que rarement, voire jamais, de *feed-back* sur le nombre de ces dossiers qui ont réellement donné lieu à un recouvrement et à une perception. On ne dispose souvent pas de statistiques, notamment parce que les diverses administrations (Justice, Finances, Départements sociaux, SPF Économie) ne les traitent pas de la même façon. Il est impossible de mentionner une proportion réaliste du nombre de recouvrements qui donnent lieu réellement à une perception, tellement les données divergent. M. Crombez a déjà participé à un échange de vues à cet égard avec la plupart des administrations et reviendra volontiers sur la question lorsqu'il en saura plus. En effet, pour le bon fonctionnement des inspections, il est fondamental que celles-ci puissent voir dans quelle mesure les sanctions sont appliquées. La lutte contre la fraude s'articule autour de deux axes : le risque de se faire prendre et l'amende. Si le risque de se faire prendre est de 100 % mais qu'aucune amende n'est jamais infligée, le fraudeur continuera allègrement ses pratiques.

En ce qui concerne la fraude au domicile, le secrétaire d'État indique que les mesures proposées constituent une première phase. Il faut partir du principe que tous les cas de fraude aux allocations et aux cotisations mettent en péril le système de protection sociale.

rijk punt in het kader van de vergrijzing en de beschikbaarheid van het aantal inspecteurs. Bij de RVA steeg in de periode 2007-2010 het aantal opgespoorde dossiers, door de kruising van databanken bij administratieve controles, van 31 000 naar 52 000, zowel bij personen in loondienst als bij zelfstandigen. Dat wil niet zeggen dat er veel meer controleurs en inspecteurs ingezet werden. Integendeel : er konden meer controles uitgeoefend worden door gebruik te maken van de data en de dossiers efficiënter te behandelen. In 2007 werd 13 miljoen euro teruggevorderd, in 2010 was dit opgelopen tot meer dan 27 miljoen euro.

De versterking van databanken en de efficiëntere verwerking van dossiers, niet noodzakelijk met de inzet van veel meer inspecteurs, werd in gang gezet door de voorgangers van de heer Crombez. Dat het nu efficiënter loopt, komt volgens de heer Crombez door de oprichting van het College voor de strijd tegen de fiscale en sociale fraude, waar de verschillende administraties met elkaar afspraken kunnen maken over systemen, standaarden en uitwisseling van gegevens. Dit is echt een belangrijke stap vooruit geweest.

Ook de magistratuur is vertegenwoordigd in dit college. Eén element van efficiëntere werking van controles en inspecties dat immers niet vaak bij de discussie wordt betrokken, is de *feedback* van de strafuitvoering naar de inspecteurs. Inspecteurs trachten fraude te detecteren en vatten een aantal dossiers, maar krijgen zelden of nooit *feedback* over in hoeveel van die dossiers het werkelijk tot terugvordering en invordering is gekomen. Vaak is er geen cijfermaterraal beschikbaar, ook omdat er in de verschillende administraties, Justitie, Financiën, Sociale departementen, FOD Economie, anders mee omgegaan wordt. Het is onmogelijk een bruikbare verhouding te geven over hoeveel van de terugvorderingen werkelijk worden ingevorderd omdat de gegevens onderling zo sterk verschillen. De heer Crombez heeft hierover met de meeste administraties al van gedachten gewisseld en zal later graag terugkomen op dit thema wanneer hij er meer duidelijkheid over heeft. Het is immers elementair voor de werking van de inspecties dat zij kunnen zien in hoeverre er strafuitvoering is. Fraudebestrijding bestaat uit pakkans en boete. Als de pakkans 100 % is maar er moet nooit een boete betaald worden, dan doet de fraudeur vrolijk verder.

Inzake domiciliefraude wijst de staatssecretaris er op dat de voorgestelde maatregelen een begin zijn. Er moet uitgegaan worden van het principe dat alle uitkeringsfraude en bijdragefraude het sociaal beschermingssysteem in gevaar brengen.

M. Crombez est d'accord sur le fait que la première étape est insuffisante en soi. La fraude au domicile revêt d'ailleurs de nombreuses formes : on distingue ainsi la fraude au divorce, la vente de domiciles, la problématique des marchands de sommeil ou la location d'une boîte aux lettres afin de lier une allocation à une adresse où personne n'habite. En outre, c'est un phénomène en forte expansion qui est beaucoup plus difficile à combattre dans les villes qu'à l'extérieur de celles-ci. La mesure proposée en matière de fraude au domicile concerne une seule forme de ce type de fraude. Une approche efficace requiert absolument une collaboration entre services. Certaines maisons possèdent un grand nombre de boîtes aux lettres, et il faut contrôler si quelqu'un habite bien aux adresses mentionnées. La mesure proposée est certes limitée, mais le secrétaire d'État souhaitait agir sans attendre. De plus, on découragera les fraudeurs potentiels en montrant que l'on agit contre la fraude et que des interventions sont réellement menées dans les villes.

En ce qui concerne les inspecteurs, le gouvernement a prévu initialement 9,5 millions d'euros pour les inspections fiscales et financières. Le SPF Finances a utilisé ce budget en engageant 276 inspecteurs supplémentaires dont 135 à l'ISI, une partie aux Douanes et Accises, et une autre partie comme explorateurs de données et de spécialistes juridiques. Le personnel de l'ISI est nettement en sous-effectif par rapport au personnel qui serait nécessaire idéalement dans les services extérieurs. La Cour des comptes évoque des effectifs de plus de 600 personnes dans les services extérieurs alors qu'ils ne comprennent que 410 personnes en réalité. L'engagement de 135 personnes supplémentaires constitue donc une opération de rattrapage.

2,1 millions d'euros sont prévus pour l'affectation d'inspecteurs supplémentaires aux inspections sociales. Ce chiffre ne figure pas dans la note de politique générale, parce que l'on a pris une décision sur le montant, mais pas encore sur la répartition et l'utilisation de ce budget. La décision sera prise dans les prochaines semaines, en fonction de l'utilisation la plus efficace. Ce point est lié à la question du vieillissement, au sujet de laquelle M. Crombez a déjà reçu une grande quantité d'informations de la plupart des administrations. Il préfère attendre que le projet global soit connu. Néanmoins, dans le contexte plus large d'un meilleur fonctionnement de l'ensemble des inspections et des contrôles, il est logique de renforcer efficacement les administrations qui ont le plus besoin de personnel.

Pourvoir ces postes n'est pas si évident, car la situation diffère considérablement selon le domaine et le type d'inspection. Par exemple, les inspections sociales sur des chantiers de construction, qui peuvent prendre toute une journée, nécessitent des effectifs très importants. Les contrôles de ce type représentent une

De heer Crombez is het eens met de stelling dat de eerste stap op zich onvoldoende is. Domiciliefraude komt trouwens in veel vormen voor : er is bijvoorbeeld echtscheidingsfraude, verkoop van domiciles, huisjesmelkerij of het nemen van een postbus om dat te linken aan een uitkering terwijl er niemand woont. Bovendien is het een sterk stijgend fenomeen dat in de steden veel moeilijker te bekampen is dan erbuiten. De voorgestelde maatregel van domiciliefraude betreft één vorm van deze fraude. Een effectieve aanpak zou enkel kunnen door samenwerking tussen diensten. Sommige huizen hebben veel postbussen en dan moet er vastgesteld worden of er al dan niet effectief gewoond wordt. De voorgestelde maatregel is dus maar een klein deeltje, maar de staatsecretaris wilde niet wachten om alvast deze stap te nemen. De vaststelling dat er actie tegen wordt ondernomen en dat er effectieve ingrepen in steden komen, helpt ook potentiële fraudeurs te ontmoedigen.

Wat de inspecteurs betreft is het zo dat voor de fiscale en financiële inspecties bij aanvang van de regering 9,5 miljoen euro is voorzien. De FOD Financiën heeft dat ingevuld met 276 bijkomende inspecteurs waarvan 135 bij de BBI, een deel bij Douane en Accijnzen en een deel *dataminers* en juridische specialisten. Bij de BBI is het personeel zwaar in ondertal ten opzichte van wat idealiter in de buitendiensten aan personeel beschikbaar zou moeten zijn. Het Rekenhof sprak over meer dan 600 personen in de buitendiensten terwijl er in realiteit maar een bestand van 410 personen is. De 135 extra personen is dus een inhaalbeweging.

Voor de sociale inspecties is er 2,1 miljoen euro voorzien voor bijkomende inspecteurs. Dit cijfer staat niet in de beleidsnota omdat de beslissing over het bedrag wel genomen is, maar niet over de verdeling en de inzet ervan. Dit gebeurt de komende weken, in functie van de meest efficiënte inzet. Dat is gelinkt met de vergrijzingsdiscussie, waarvoor de heer Crombez al behoorlijk wat informatie gekregen heeft van de meeste administraties. Hij wacht liever tot het volledige plaatje bekend is, maar een efficiënte aanvulling van de administraties die het meeste mankracht nodig hebben is logisch in het groter geheel van een efficiëntere werking van het geheel van inspecties en controles.

De invulling van deze plaatsen is niet zo vanzelf-sprekend en zeer verschillend naar gelang van de materie en de soort inspectie. Zo is er voor bijvoorbeeld sociale inspecties op bouwwerven, die een volledige dag in beslag kunnen nemen, een massale inzet van werkkrachten nodig. Dergelijke controles

énorme charge de travail et requièrent encore tout un traitement administratif par la suite. Par contre, certaines inspections fiscales peuvent, pour ainsi dire, être effectuées à distance.

Il est important de favoriser un traitement multidisciplinaire efficace des dossiers. Un dossier essentiellement fiscal qui est traité par l'inspection fiscale contient souvent aussi un volet social. Dans ce cas, il serait bien plus simple qu'une personne possédant une expertise sociale soit associée à l'examen du dossier. Pareille collaboration devrait permettre d'accélérer considérablement le traitement des dossiers. On procède déjà de la sorte au compte-gouttes, mais c'est nettement insuffisant.

Une question a également été posée au sujet de la collaboration avec les secteurs et de la mise en place de partenariats éventuels. L'exemple le plus concret est la responsabilité solidaire, pour laquelle il y a eu une concertation avec les secteurs, qui sont certainement demandeurs et souhaitent qu'une mesure soit prise dans les plus brefs délais. Il en va de même pour certains secteurs au sujet du problème des faux indépendants. Ces deux thèmes sont importants pour les employeurs à cause des responsabilités supplémentaires qui leur sont conférées et de l'instauration d'une présomption réfragable de l'existence du lien de subordination. Il s'agit de deux sujets très délicats pour les employeurs. Quoi qu'il en soit, les secteurs à risque sont particulièrement demandeurs, surtout en raison de la concurrence déloyale que ces pratiques leur font subir et qui a parfois des conséquences fatales.

En quoi consistera exactement la collaboration ? Concernant la responsabilité solidaire et les faux indépendants, il est prévu que les employeurs pourront réagir eux-mêmes. Les instruments nécessaires à cet effet seront mis à leur disposition. Lorsque des entreprises sérieuses seront informées qu'il y a un problème, elles auront un certain délai pour tout remettre en ordre. Le but est de tenter d'éviter que des entreprises malhonnêtes ne créent une concurrence déloyale. Les secteurs à risque sont en grande partie d'accord sur ce point. La lutte contre les entreprises fictives est elle aussi importante, parce que des entreprises malhonnêtes se placent parfois en aval d'une entreprise fictive. Lorsque l'inspection affirme que la responsabilité incombe au contractant, il s'avère alors que ce dernier n'existe pas.

Les secteurs sont donc demandeurs, mais chaque secteur a ses spécificités. Les problèmes rencontrés par le secteur du nettoyage sont fort différents de ceux du secteur de la construction. Dans les différents volets de la problématique des faux indépendants et de la responsabilité solidaire, l'entrée en vigueur des nouvelles lois sera précédée d'une concertation sectorielle sur les aspects propres à chaque secteur. Le but est de réaliser cette concertation le plus rapidement possible.

zijn zeer arbeidsintensief en vragen ook nadien nog een boel administratieve verwerking. Sommige fiscale inspecties daarentegen kunnen bij wijze van spreken van op een afstand gedaan worden.

Het is belangrijk om te zorgen voor een vlotte multidisciplinaire behandeling van dossiers. Een hoofdzakelijk fiscaal dossier dat door de fiscale inspectie wordt behandeld, heeft vaak ook een sociale component. Het zou in dat geval veel gemakkelijker moeten zijn om iemand met sociale expertise te laten meewerken aan dat dossier. Dergelijke samenwerking zou de verwerking van de dossiers veel sneller moeten laten verlopen. Dit gebeurt al mondjesmaat, maar veel te weinig.

Er werd ook een vraag gesteld over de samenwerking met de sectoren en het uitwerken van eventuele partnerschappen. Het meest concrete voorbeeld hiervan is de hoofdelijke aansprakelijkheid, waarvoor er overleg geweest is met de sectoren, die zeker vragende partij zijn en wensen dat er zo vlug mogelijk actie ondernomen wordt. Hetzelfde geldt voor bepaalde sectoren inzake het probleem van de schijnzelfstandigen. Beide thema's zijn belangrijk voor de werkgevers omdat ze meer verantwoordelijkheid krijgen en er een weerlegbaar vermoeden van het bestaan van ondergeschiktheid zal ingevoerd worden. Dit zijn twee zeer delicate onderwerpen voor de werkgevers. In elk geval zijn de risicosectoren sterk vragende partij. Voor hen is de belangrijkste reden de oneerlijke concurrentie waar zij door deze praktijken het slachtoffer van zijn en die in sommige sectoren moordend is.

Hoe zal de samenwerking er concreet uitzien ? Wat betreft de hoofdelijke aansprakelijkheid en de schijnzelfstandigen wordt voor de werkgevers in de mogelijkheid voorzien om zelf te reageren. Zij zullen daarvoor de nodige instrumenten krijgen. Wanneer bona fide bedrijven het signaal krijgen dat er een probleem is, dan krijgen zij een bepaalde periode om alles in orde te stellen. Het doel is trachten te vermijden dat malafide bedrijven oneerlijke concurrentie creëren. De risicosectoren zijn het daar groten-deels mee eens. Ook de aanpak van fictieve bedrijven is belangrijk, want soms plaatsen oneerlijke bedrijven zich onder een fictief bedrijf. Als de inspectie dan zegt dat de contractant aansprakelijk is, dan blijkt de contractant niet te bestaan.

De sectoren zijn dus vragende partij, maar elke sector heeft een eigen verhaal. De schoonmaaksector kent heel andere problemen dan de bouwsector. In de verschillende luiken van schijnzelfstandigen en hoofdelijke aansprakelijkheid zal, vooraleer de nieuwe wetten van kracht worden, sector per sector overleg plaatsvinden over de specifieke aspecten van elke sector. Het is de bedoeling dit zo snel mogelijk te doen.

La question de savoir comment procéder se pose en matière de soins de santé. Compte-t-on utiliser les bases de données pour responsabiliser les médecins ? La réponse de M. Crombez est un oui clair et sans réserve. Les bases de données seront utilisées pour tout le monde, donc aussi pour les médecins.

Beaucoup d'informations sont délicates dans le domaine des soins de santé. La détection du risque doit cependant être possible. L'on doit pouvoir constater si le comportement prescripteur des médecins présente des valeurs anormales, qu'il s'agisse de certificats ou de médicaments. En procédant dans l'ordre décroissant de gravité des abus ou des anomalies, l'on crée en outre un modèle induisant un changement d'attitude. Les données sont effectivement nécessaires afin de pouvoir constater la présence de valeurs anormales. Un vérification de ce genre peut avoir lieu dans une *blackbox*, elle ne doit pas concerner distinctement et nommément chaque médecin. En procédant au *datamining* dans une *blackbox*, l'ensemble des données sont contrôlées afin de trouver des valeurs anormales. Les inspections ne peuvent commencer qu'à partir du moment où il y a un décodage.

Mme Franssen s'est informée au sujet de l'avancement de l'instauration d'un système de responsabilité solidaire en cascade pour les cotisations sociales dans d'autres secteurs que la construction. Selon M. Crombez, plusieurs secteurs sont demandeurs ou sont considérés comme des secteurs avec lesquels il ne faut pas tarder à entamer un dialogue. Il s'agit, en l'occurrence des secteurs de la construction, du transport et du nettoyage, ou du secteur du commerce de la viande, par exemple. Des mesures doivent également être prises au sujet des faux indépendants. Dans le débat relatif à l'emploi d'Européen de l'Est sous des faux statuts, par exemple, l'on peut constater que la fermeture ou la non-ouverture des frontières aux Bulgares et aux Roumains a eu pour conséquence que des travailleurs de ces deux pays emploient des statuts fictifs, comme celui de faux indépendant. L'ouverture des frontières n'induira pas de changement de comportement selon M. Crombez. Ces personnes savent en effet qu'il est possible de travailler dans notre pays de façon relativement sûre sous le statut de faux indépendant. Il convient dès lors de s'attaquer sérieusement au statut de faux indépendant avant d'ouvrir les frontières.

En matière de travail occasionnel, de nombreux points de l'accord de gouvernement doivent être mis en œuvre. M. Crombez est disposé à débattre au Parlement de chaque proposition de loi déposée sur cette question. Si des propositions existent, il est bon de mener ce débat. Il est utile de choisir la voie la plus rapide.

Inzake de gezondheidszorg wordt de vraag gesteld hoe er te werk gegaan moet worden. Is het de bedoeling databanken te gebruiken om artsen te responsabiliseren ? Het antwoord van de heer Crombez daarop is duidelijk en volmondig ja. Databanken zullen voor iedereen gebruikt worden, dus ook voor artsen.

In de gezondheidszorg is veel informatie delicate. Risicodeetectie moet echter kunnen. Het moet mogelijk zijn om vast te stellen of het voorschrijfgedrag van artsen abnormale waarden vertoont, of het nu gaat over attesten of over medicijnen. Door te beginnen bij de grootste misbruiken of abnormaliteiten en zo naar beneden te werken, wordt bovendien een gedragsveranderend patroon gecreëerd. De gegevens zijn uiteraard nodig om te kunnen vaststellen dat er abnormale waarden zijn. Dergelijk onderzoek kan in een blackbox gebeuren, het is niet zo dat elke arts apart en geïdentificeerd onderzocht moet worden. Door datamining in een blackbox wordt het geheel van gegevens gescreend om abnormale waarden te vinden. Slechts op het moment dat er een decoding is, kunnen de inspecties beginnen.

Mevrouw Franssen vroeg hoever het staat met de invoering van een systeem van getrapte hoofdelijke aansprakelijkheid voor sociale bijdragen in andere sectoren dan de bouw. Volgens de heer Crombez zijn meerdere sectoren vragende partij of worden zij beschouwd als sectoren waar redelijk snel mee gesproken moet worden. Het gaat dan bijvoorbeeld over de bouw-, de transport-, en de schoonmaaksector, of de sector van de vleeshandel. Ook inzake schijnzelfstandigheid moeten stappen ondernomen worden. In het debat over tewerkstelling van Oost-Europeanen in nepstatuten bijvoorbeeld, kan vastgesteld worden dat de sluiting van of het niet openen van de grenzen voor Bulgaren en Roemenen ervoor heeft gezorgd dat werkneemers vanuit die twee landen schijnstatuten gebruiken, zoals de schijnzelfstandigheid. Het openstellen van de grenzen zal volgens de heer Crombez geen gedragsverandering veroorzaken. Deze personen weten nu immers dat het lukt om in ons land op een redelijk veilige manier in de schijnzelfstandigheid te werken. Vooraleer de grenzen open te stellen moet dus de schijnzelfstandigheid serieus aangepakt worden.

Inzake de gelegenheidsarbeid moeten veel punten in het regeerakkoord uitgevoerd worden. De heer Crombez is bereid om hierover over elk voorstel van parlementsleden het debat aan te gaan in het parlement. Als er voorstellen bestaan is het goed dit debat te voeren. Het is nuttig de snelste weg te kiezen.

Quant au timing en matière de lutte contre la fraude aux cotisations, M. Crombez annonce que la partie sur la responsabilité solidaire sera normalement soumise au Parlement dans le cadre de la loi-programme. Très prochainement donc. Il en va de même pour l'interruption de la prescription en cas d'enquête (des montants dus à l'ONSS) dans un dossier donnant lieu à des investigations supplémentaires. Nombre de ces dossiers sont tombés sous le coup de la prescription parce que l'enquête a dépassé la date de la prescription et a duré plus longtemps que le délai de prescription de trois ans. En ce qui concerne les faux indépendants, le but est de soumettre également un texte au Conseil des ministres au cours des prochaines semaines afin de s'attaquer aux secteurs à risque dans les plus brefs délais. Dès que la responsabilité solidaire sera un fait, un timing sera convenu avec les secteurs afin de prendre ensuite au plus vite les mesures nécessaires relatives aux sociétés fictives.

Quant à la lutte contre l'absence de notification par les mutualités, M. Crombez est favorable aux sanctions. Sigedis (*Sociale Individuele Gegevens — Données individuelles sociales*) ne prévoit pas de sanctions en cas d'absence de notification. Par conséquent, il n'y a pas de notification et la loi n'est pas respectée. Le dossier Sigedis sera normalement soumis au gouvernement aux cours des prochaines semaines par le ministre des Pensions.

En matière de loi sur la vie privée, il faut surtout s'interroger sur l'existence des dispositions légales nécessaires permettant de coupler aisément les différentes bases de données. Le secrétaire d'État ne se fait d'ailleurs guère d'illusions : toute démarche visant à utiliser de manière plus poussée les données disponibles afin de dépister le risque de fraude suscitera inmanquablement des allusions à *Big Brother*. La base légale devra être particulièrement solide. Si l'on veut que le système soit efficace, le recouplement de données est en effet indispensable et évident. Cela vaut pour la lutte contre la fraude et même pour la fourniture de services. Pour une demande d'agrément, par exemple, une entreprise doit s'adresser à une série d'administrations, alors que les autorités disposent de toutes les données. Pourquoi une entreprise ne pourrait-elle pas simplement s'adresser à une seule autorité pour obtenir le nécessaire ? Même du point de vue de la position concurrentielle internationale, il est parfois important d'obtenir rapidement un agrément. Bien que la finalité soit totalement différente, il s'agit aussi en l'occurrence du couplage des bases de données et du recouplement des données.

D'après M. Crombez, il est de bon aloi d'avoir une discussion avec plusieurs secteurs, médecins et autres, afin d'expliquer ce qu'est exactement le *datamining*. De quoi a-t-on peur ? Si les gens savent ce qu'est le *datamining*, ils demandent ensuite si c'est une bonne chose ou non. Or le système existe déjà, pour les contrôles TVA par exemple, sans qu'il y ait une

Voor de *timing* inzake de strijd tegen de bijdragenfraude deelt de heer Crombez mee dat het gedeelte hoofdelijke aansprakelijkheid normaliter in de programlawet naar het parlement komt. Dat is dus al heel snel. Hetzelfde voor de stuiting van de verjaring in geval van onderzoek (van de aan de RSZ verschuldigde bijdragen) in een dossier waar er bijkomend onderzoek is. Veel van die dossiers verjaarden doordat een onderzoek de verjaring liet doorlopen en het onderzoek langer duurde dan de verjaringstermijn van drie jaar. Voor de schijnzelfstandigheid is het de bedoeling om ook in de komende weken een tekst voor te leggen aan de Ministerraad om zeker de risicosectoren zo snel mogelijk aan te pakken. Eenmaal de hoofdelijke aansprakelijkheid er is, is het de bedoeling van timing met de sectoren te praten om vervolgens zo snel mogelijk de nodige bepalingen te nemen voor de fictieve vennootschappen.

Wat betreft de aanpak van de niet-melding door de mutualiteiten, is de heer Crombez een voorstander van sancties. Bij Sigedis (*Sociale Individuele Gegevens — Données individuelles sociales*) is er geen sanctie in geval van niet-melding. Het gevolg daarvan is dat er niet gemeld wordt en dat de wet niet wordt nageleefd. Het Sigedis-dossier zal in de komende weken normaliter door de minister van pensioenen voor de regering worden gebracht.

Inzake de wet op de privacy moet vooral de vraag worden gesteld of er de nodige wettelijke bepalingen bestaan om vlot de koppeling tussen de verschillende databanken te maken. Overigens maakt de staatssecretaris zich weinig illusies : elke stap om een meer doorgedreven gebruik van data in te voeren om frauderisico op te sporen, zal allusies met *Big Brother* oproepen. De wettelijke basis zal bijzonder stevig moeten zijn. Als het apparaat efficiënt wil zijn, is datakoppeling immers onontbeerlijk en vanzelfsprekend. Dit geldt voor fraudebestrijding en zelfs voor dienstverlening. Een bedrijf moet zich voor bijvoorbeeld een vergunningsaanvraag tot een aantal administraties wenden, terwijl de overheid alle gegevens ter beschikking heeft. Waarom zou een bedrijf zich niet gewoon tot de overheid kunnen wenden en het nodige binnen krijgen ? Zelfs vanuit het standpunt van de internationale concurrentiepositie is het soms belangrijk snel een vergunning te krijgen. Alhoewel de finaliteit totaal verschillend is, gaat het ook hier om het koppelen van databanken en het koppelen van gegevens.

Volgens de heer Crombez is het een goed idee om een discussie te hebben met verschillende sectoren, artsen en anderen, om uit te leggen wat datamining precies is. Waarvan is men bang ? Als mensen weten wat *datamining* is, dan vragen ze vervolgens of dat goed is of niet. Het systeem bestaat echter al, bijvoorbeeld voor BTW-controles, zonder dat dit een

violation de la vie privée. Le respect de la vie privée serait-il menacé si le comportement prescripteur des médecins faisait l'objet d'une enquête ? Par souci de clarté, il ne s'agit pas d'une inspection dans des dossiers concrets de patients, mais de l'utilisation d'indicateurs. Ces derniers peuvent établir qu'un médecin peut avoir plus de dossiers d'un certain type qu'un autre médecin, ce qui peut avoir une explication parfaitement logique. Aussi convient-il de combiner différentes données, précisément afin de trouver des valeurs anormales.

L'intervenant estime qu'il n'y a aucunement lieu de s'inquiéter du fait que le *datamining* est déjà utilisé à l'heure actuelle dans certains secteurs publics. Pour commencer, le *datamining* est effectué dans une boîte noire. L'identité des personnes visées par les recherches n'est pas connue. Deuxièmement, la loi sur le respect de la vie privée doit définir la finalité, laquelle sera examinée par un fonctionnaire. Il n'est donc pas question de créer une base de données croisée librement accessible à tout le monde. Il sera précisément défini quel fonctionnaire sera habilité à consulter quelle base de données et dans quel but. C'est déjà le cas à l'heure actuelle et il en sera de même à l'avenir. En outre, le système pourra enregistrer qui a consulté quelles données afin qu'il soit possible de vérifier, en cas d'abus, qui a eu accès aux données concernées.

Lors d'un contrôle de domicile, l'investigation est menée à l'intérieur même de l'habitation, jusque dans les garde-robés. Ne serait-il effectivement pas préférable de concevoir un pouvoir public plus efficace de telle manière que l'on puisse réduire de telles visites à leur plus simple expression ? Les pouvoirs publics disposent en effet déjà d'une multitude de données.

M. Crombez ne fera plus de déclarations à propos de la plate-forme *eHealth* pour le moment. La responsabilisation des médecins signifie que l'on tente de détecter les situations anormales. Qu'en est-il si un médecin a plus de prescriptions ou plus de prescriptions d'un certain type ? Il se peut qu'une raison parfaitement légitime le justifie, et il n'est pas correct de considérer un médecin comme suspect pour ce seul motif. C'est justement la raison pour laquelle le croisement de données est dans l'intérêt de la protection de la profession. Le secrétaire d'État sait que chaque mesure débouchera sur ce débat. C'est effectivement une matière délicate, mais M. Crombez ne souhaite pas faire une exception pour les médecins avant même que le débat n'ait véritablement commencé.

La possibilité d'effectuer un contrôle du patrimoine en cas d'abus en matière de logement au sens large est une question très pertinente. L'on envisagera aussi certainement d'associer les entreprises d'utilité publique. M. Crombez a déjà convenu avec Mme De Block, secrétaire d'État à l'Asile et la Migration, qu'un certain nombre de mesures seront également prises en

schending van de privacy inhoudt. Zou de privacy een risico lopen als het voorschijfgedrag van artsen zou onderzocht worden ? Voor alle duidelijkheid : het gaat dan niet om een inzage in concrete patiëntendossiers, maar om het gebruik van indicatoren. Hieruit kan blijken dat een arts een hoger aantal van een bepaald type dossiers kan hebben dan een andere arts, wat een perfect logische verklaring kan hebben. Daarom moet de combinatie van verschillende gegevens gemaakt worden, precies om abnormale waarden te vinden.

Spreker meent dat men zich absoluut niet ongerust moet maken over het feit dat vandaag al in bepaalde overheidssectoren *datamining* wordt gebruikt. Om te beginnen gebeurt *datamining* zelf in een *blackbox*. De identiteit van de individuen waarop zoekopdrachten worden gedaan is niet bekend. Ten tweede moet de wet op de privacy de finaliteit definiëren, die zal worden bekeken door een ambtenaar. Er wordt dus geen gekruiste gegevensbank gecreëerd die zomaar door iedereen geconsulteerd mag worden. Er wordt werkelijk gedefinieerd welke ambtenaar, met welke finaliteit, welke gegevensbank mag bestuderen. Dit is nu al het geval en dit zal zo blijven. Bovendien kan geregistreerd worden wie welke gegevens gebruikt, zodat in geval van misbruik kan nagegaan worden wie toegang had tot de gegevens.

Het is inderdaad zo dat er bij domiciliecontrole in het huis zelf gecontroleerd wordt, tot in de slaapkamerkasten toe. Zou het inderdaad niet beter zijn een efficiëntere overheid te ontwikkelen zodat dergelijke bezoeken tot een minimum herleid kunnen worden ? De overheid beschikt immers al over een overvloed aan gegevens.

Over *eHealth* zal de heer Crombez momenteel geen uitspraken meer doen. Responsabilisering van de artsen betekent dat er gekeken wordt naar abnormale toestanden. Wat wil het zeggen als een arts meer voorschriften heeft of meer van een bepaald type voorschriften ? Die heeft misschien een perfect legitieme reden daarvoor en het is niet correct een arts om die reden alleen als een verdachte te zien. Net om die reden is het kruisen van gegevens in het voordeel van de bescherming van het beroep. De staatssecretaris weet dat elke maatregel tot dit debat zal leiden. Het is inderdaad een delicate materie, maar de heer Crombez wil niet, nog voor het debat echt aanvangt, een uitzondering maken voor de artsen.

De vraag naar de mogelijkheid van een vermogens-toets bij misbruik van huisvesting in bredere zin, is zeer terecht. Er zal zeker ook overwogen worden om nutsbedrijven in te schakelen. De heer Crombez heeft reeds met mevrouw De Block, minister van Asiel en migratie, afgesproken dat er ook een aantal maatregelen zullen genomen worden over uitkeringsfraude,

ce qui concerne la fraude aux allocations, les CPAS et la constatation de patrimoines. Les grands CPAS sont en train de créer une cellule d'inspection précisément pour induire un changement de comportement. Ils sont aussi confrontés à la frustration de voir que le statut d'un allocataire auprès d'un CPAS ne correspond pas toujours aux signes extérieurs arborés par l'intéressé, la voiture en étant un exemple typique. Il faut donc veiller à ce qu'ils disposent d'un meilleur instrument d'évaluation à cet égard car, à l'heure actuelle, il est souvent très difficile de juger si les bénéficiaires ont ou non effectivement droit aux prestations revendiquées. On ne sait pas encore clairement si le cadastre pourrait être utilisé également. L'intervenant examinera avec Mme De Block comment il serait possible d'améliorer ce genre d'évaluations. Les CPAS sont également demandeurs. En outre, il s'agit d'un problème qui crée beaucoup de tensions sociales, et un changement de comportement est dès lors indispensable. Le problème est moins important qu'il n'y paraît, mais cela n'enlève rien à son importance.

Le secrétaire d'État s'est déjà entretenu avec le service d'évaluation et de contrôle médicaux de l'INAMI. Aucun accord n'a encore été conclu, mais la question est très légitime.

Pourquoi a-t-il été décidé d'instituer une section au sein du Conseil supérieur des finances ? Pour commencer, il est important de soumettre à la discussion un certain nombre de *benchmarks* et de normes en ce qui concerne l'ampleur de la fraude, ainsi que l'impact et l'efficacité des mesures. Une commission d'étude sur le vieillissement a déjà été instituée au sein de la section Finances du Conseil supérieur. Il ne s'agit pas d'une nouvelle administration et cela n'engendre pas de coûts supplémentaires. Ce sont les mêmes personnes qui réalisent les études. Selon M. Crombez, créer cette section au sein de la section Fiscalité — en collaboration éventuelle avec un certain nombre d'experts, comme cela se fait également pour le vieillissement — est la meilleure manière de soumettre chaque année à la discussion le benchmarking et la standardisation, sans que cela entraîne un surcoût important. L'expertise existe, d'où la proposition d'intégrer cette section au sein du Conseil supérieur des Finances.

Enfin, d'aucuns se sont interrogés sur la participation de la police. La police est déjà associée au Collège pour la lutte contre la fraude fiscale et sociale. M. Crombez a maintenant également invité l'intégration sociale. Le Collège entretient des contacts avec les magistrats, la police et tous les autres protagonistes. Il s'avère que les différents intéressés ne sont pas toujours bien au courant de la manière dont procèdent les autres. C'est pourquoi le secrétaire d'État a proposé que l'intégration sociale soit intégrée dans le Collège afin de permettre un échange de vues direct avec les départements des Finances et des Affaires sociales ainsi qu'avec la magistrature et la police.

OCMW's en constatatie van vermogens. Momenteel creëren de grote OCMW's een inspectiecel precies om gedragswijziging tot stand te brengen. Ook bij hen bestaat de frustratie dat het statuut van een uitkeringsgerechtigde bij een OCMW niet steeds strookt met de uiterlijke kenmerken van deze persoon, met de wagen als typisch voorbeeld. Er moet dus voor gezorgd worden dat zij daar een betere toetssteen hebben, omdat het nu vaak heel moeilijk is om bij rechthebbenden te oordelen of ze inderdaad rechthebbende zijn of niet. Het is momenteel nog onduidelijk of ook het kadaster zou kunnen gebruikt worden. Hij zal samen met minister De Block kijken naar de mogelijkheden om dit soort toetsen te verbeteren. Ook de OCMW's zijn vragende partij. Bovendien gaat het over een probleem dat bijzonder veel maatschappelijke wrevel opwekt en is er dus zeker gedragsverandering nodig. Het probleem is minder groot dan uit de perceptie ervan blijkt, maar daarom is het nog niet minder belangrijk.

De staatssecretaris heeft reeds een gesprek gevoerd met de geneeskundige evaluatie en controles bij het RIZIV. Er werden nog geen afspraken gemaakt maar de vraag is zeer terecht.

Waarom werd er voor gekozen een afdeling binnen de Hoge Raad van Financiën op te richten ? Om te beginnen is het belangrijk om een aantal *benchmarks* en standaarden in de discussie te brengen over de grootteorde van de fraude en de impact en efficiëntie van maatregelen. Bij de Hoge Raad werd binnen de sectie financiën al een studiecommissie voor de vergrijzing opgericht. Dat is geen nieuwe administratie en geen nieuwe kost. Het zijn dezelfde mensen die de studies maken. Volgens de heer Crombez is die sectie binnen de sectie fiscaliteit oprichten, eventueel in samenwerking met een aantal experts zoals ook bij vergrijzing gebeurt, de beste manier om de benchmarking en standaardisering jaarlijks in de discussie in te brengen zonder dat een aanzienlijke meerkost wordt veroorzaakt. De expertise bestaat, vandaar het voorstel om het onder te brengen binnen de Hoge Raad van Financiën.

Ten slotte werd gevraagd naar de inzet van de politie. De politie is reeds betrokken bij het College voor sociale en fiscale fraude. Ook maatschappelijke integratie werd nu door de heer Crombez uitgenodigd. Het College heeft contacten met magistraten, politie en alle anderen. Het blijkt dat de verschillende betrokkenen niet steeds goed op de hoogte zijn van de werkwijze van de anderen. Daarom heeft de staatssecretaris voorgesteld dat de maatschappelijke integratie geïntegreerd wordt in het College om rechtstreeks met de departementen financiën en sociale zaken en met de magistratuur en de politie van gedachten te kunnen wisselen.

**C. Répliques**

Mme Lijnen constate que le secrétaire d'État ne dit pas qu'il se limitera aux cas de présomption de fraude, mais qu'un premier pas est actuellement franchi dans sa politique : il est au début de la mise en œuvre de celle-ci et doit choisir ses priorités.

Mme Temmerman estime qu'une excellente communication est essentielle. En effet, certains médecins réagiront immédiatement, craignant d'être instrumentalisés en tant que médecins en vue du signalement obligatoire de certains éléments. Or il n'en est rien. Les médecins ont des profils qu'il est possible de contrôler sans porter préjudice au respect de la vie privée ni à la relation avec le patient. Un médecin qui établit de très nombreuses attestations pour l'assistance sociale peut le faire soit parce qu'il soigne une patientèle déterminée soit parce qu'il fraude. Ce n'est pas parce que l'on n'a pas un profil moyen qu'il n'y a pas d'explication logique. Cela peut toutefois constituer un indicateur signalant qu'il serait opportun d'effectuer une visite, après quoi le médecin devra fournir des explications sur les dossiers. Les pouvoirs publics n'utiliseront donc en aucun cas les médecins comme des espions dans un scénario à la Big Brother, et il est important que cela soit clairement communiqué.

*La rapporteuse,*  
Marleen TEMMERMAN.

*La présidente,*  
Elke SLEURS.

**C. Replieken**

Mevrouw Lijnen stelt vast dat de staatssecretaris niet zegt dat hij zich enkel zal beperken tot het vermoeden van fraude, maar dat het op dit ogenblik in zijn beleid een eerste stap is omdat hij aan het begin van de uitvoering van het beleid staat en hij zijn prioriteiten moet kiezen.

Mevrouw Temmerman meent dat een zeer goede communicatie essentieel is. Bij artsen zal immers onmiddellijk de reactie komen dat zij als artsen gebruikt zullen worden om verplicht bepaalde zaken te melden. Dit is niet zo. Artsen hebben profielen en het is mogelijk om, zonder de privacy of de relatie met de patiënt te schaden dit profiel te controleren. Een arts die zeer veel attesten tekent voor sociale bijstand kan dat doen omdat hij een bepaald publiek heeft of omdat hij fraude pleegt. Het is niet omdat je geen gemiddeld patroon of profiel hebt, dat dit geen normale verklaring kan hebben. Het kan echter wel een signaal zijn om bezoek te krijgen waarna de arts uitleg moet geven over de dossiers. Het is dus niet zo dat artsen door de overheid zouden gebruikt worden als spionnen om het Big Brother verhaal mee te onderschrijven en het is belangrijk dat dit goed gecommuniceerd wordt.

*De rapporteur,*  
Marleen TEMMERMAN.

*De voorzitter,*  
Elke SLEURS.